La Russie avant 1917

En à peine plus d'un demi-siècle (1861-1917), la Russie est passée d'un état arriéré à tout point de vue, où une grande partie du peuple, la paysannerie, subissait encore le joug du servage, à une situation où la population laborieuse des villes et des campagnes a fait une révolution. Celle-ci a jeté à bas, en même temps, l'une des plus anciennes dynasties d'Europe – celle des Romanov, ces tsars autocrates qui disaient ne tenir leur pouvoir que de Dieu – et l'ancien ordre établi.

Cet ouvrage s'efforce de définir les prémisses de ce qui fut l'un des événements les plus importants du XXe siècle, la révolution russe de 1917.

Quelles contradictions sociales, économiques, politiques étaient à l'œuvre dans ce pays, ce bastion du conservatisme et d'un ordre social odieux hérité du Moyen Âge ? Comment ces contradictions ont-elles atteint un paroxysme tel qu'elles ont engendré une révolution qui allait enterrer la Russie des tsars, et ébranler le vieux monde ?

La collection Éclairage a pour ambition de contribuer à la compréhension de la marche de l'histoire et d'apporter son éclairage sur les éléments du passé, lointain ou proche, dont l'influence se propage dans l'actualité politique ou sociale.

ISBN 978-2-915727-29-6

Prix TTC : 8 €

Illustration de couverture
Les Haleurs de la Volga,
Ilya Répine
Musée russe de Saint-Petersbourg

www.lesbonscaracteres.com

Éclairage

La Russie avant 1917

6

lbc

Éclairage

Histoire



La Russie avant 1917

De l'abolition du servage à la révolution (1861-1917)

Gilles Boti

les bons caractères lbc

Éclairage
Histoire

– n° 6 –

La Russie avant 1917

De l'abolition du servage (1861) à la Révolution

Gilles Boti

les bons caractères lbc
6, rue Florian – 93500 Pantin

© Les Bons caractères – 2011
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-915727-29-6
Dépôt légal 2e trimestre 2011

Introduction

Près d'un siècle est passé depuis la Révolution de 1917. Si son éclatement fin février, en Russie, surprit par sa soudaineté, la chute du tsarisme n'en était pas moins annoncée depuis des décennies. Toutes les forces politiques agissaient pour mettre fin à ce régime qui, après avoir tant contribué au maintien des archaïsmes, entraînait le pays dans l'effondrement provoqué par la Première Guerre mondiale. Toute l'évolution sociale et économique du pays allait dans le sens de la mise à bas de ce système politique hérité du Moyen Âge. L'abolition du servage en 1861 avait amorcé la fin d'une époque, même si la famille régnante des Romanov allait ensuite tout faire pour se maintenir au pouvoir. Mais chacune des forces sociales jouait sa propre partition et c'est leur affrontement qui allait donner une tournure particulière aux événements.

On ne trouvera pas ici le récit de l'année 1917 qui, en octobre, allait jeter les bases d'un système mettant en commun les richesses, dans le but de produire en fonction des besoins des hommes, en s'appuyant sur la capacité d'organisation et l'énergie des classes populaires. L'objet n'est pas ici non plus de discuter des évolutions ultérieures du régime. L'État soviétique s'est transformé au fil du temps. En son sein est apparue une couche bureaucratique qui a progressivement pris le dessus. En Staline, elle a trouvé l'instrument suprême de sa domination qui allait s'affirmer par la répression, l'extermination de la génération des révolutionnaires et des éléments les plus combatifs du prolétariat à partir des années 1930.

Il s'agit de revenir sur les origines plus ou moins anciennes de cette révolution. Comment expliquer l'incapacité du régime tsariste

à s'adapter aux évolutions à l'œuvre en Europe ? Pourquoi le développement d'une industrie moderne dans ce pays archaïque n'a-t-il pas abouti, comme en Occident, à la mise en place d'un régime parlementaire où dominent les classes possédantes ? Quels processus sociaux ont permis à une classe ouvrière encore insignifiante de jouer un tel rôle dans les événements ? Quelles évolutions ont connues les milieux intellectuels opposés à l'autocratie ? Comment un petit parti se réclamant des idées marxistes, le Parti bolchevik, a-t-il pu avoir une telle influence ?

Aux lendemains de la Révolution française, Talleyrand répondait ainsi dans ses *Mémoires* à tous ceux qui voyaient dans le manque de tempérament de Louis XVI l'explication de la victoire des révolutionnaires : « *C'est plutôt dans la connaissance des faits antérieurs à la catastrophe qu'il y a pour les hommes des leçons de tout genre, et tous les matériaux existent. C'est là qu'on démêlera les causes nombreuses et puissantes de la Révolution.* »

De même, « *tous les matériaux existent* » pour cerner les origines de la Révolution russe.

Première partie

De la Russie des origines au tsar Alexandre III : un développement original


L'empire de Russie en 1592
Son expansion au XVII[e] s.
Accroissement aux XVIII[e] et XIX[e] s.
Émirats « protégés » (XIX[e] s.)
Occupation militaire russe
Villes et sites militaires
Transsibérien en 1900
ALASKA
1800-1867
Détroit de Béring
Océan Arctique
EUROPE
M. Baltique
FINLANDE
1809
Varsovie
POLOGNE
1793
Riga
St-Pétersbourg
Moscou
Kiev
UKRAINE
Odessa
Nijni Novgorod
Sébastopol
Saratov
Samara
Troumen
Mer Noire
CAUCASIE
1828
Astrakhan
Orenbourg
Omsk
Tomsk
Krasnoïarsk
Touroukhansk
Verkhoïansk
Iakoutsk
PROVINCE DE L'AMOUR 1859
Irtoutsk
Tiflis
Bakou
Mer Caspienne
KAZAKHSTAN
1854
EMPIRE OTTOMAN
MONGOLIE
MANDCHOURIE
Vladivostok
CORÉE
Port Arthur
Tachkent
TURKESTAN
1873
Samarcande
PERSE
Mery
AFGHANISTAN
PAMIR
1895
EMPIRE CHINOIS
0
1 000 km

Chapitre I

Le poids de l'héritage

Le tsar Alexandre III reçut le surnom de « libérateur », car sous son règne fut aboli le servage en 1861. Il était l'héritier d'un pouvoir pluriséculaire, construit par la violence sur le corps d'une société arriérée et restée à l'écart des grands courants modernisateurs en Europe depuis la Renaissance.

L'espace russe

C'est l'immensité qui caractérise d'abord l'espace russe, ses dimensions continentales, ses vastes plaines, ses fleuves puissants. Les milieux les plus divers se succèdent du nord au sud. Aux sols gelés en permanence des bordures de l'océan Glacial arctique, où s'étend la végétation rase de la toundra, succèdent des forêts sans horizon, bouleaux et conifères de la taïga. Plus au sud commencent les steppes, pauvres jusqu'à Moscou, puis les « terres noires » aux sols fertiles, avant de devenir sèches. Les contraintes pour l'activité des hommes sont nombreuses : longue saison froide sur la majeure partie de l'espace, emprise des milieux de montagne, surfaces cultivables réduites – contraintes auxquelles s'ajoute la faiblesse de la présence humaine hors de la Russie européenne.

La population dispersée, essentiellement composée de Slaves, est issue du passage et de l'installation de vagues d'Indo-Européens, de

Scythes, de Sarmates, de Huns et d'Avars, pour ne citer que certains des peuples les plus marquants.

De par sa situation excentrée, la Russie est restée pendant l'Antiquité hors de l'influence de la civilisation romaine, à l'origine des réseaux d'échanges et de villes depuis les rivages de la Méditerranée jusqu'aux confins de l'Europe centrale.

De la « première Russie » au joug tataro-mongol (IXe-XVe siècles)

La première Russie (IXe-XIIIe siècles)

Le long du Dniepr au IXe siècle s'est formé un État, la Rous', dont Kiev fut la ville principale, et qui s'est organisé autour d'une dynastie d'origine varègue, des Vikings à la fois commerçants, pillards et guerriers mercenaires. Le prince vivait entouré de grands serviteurs et d'une aristocratie formée par les propriétaires de vastes domaines, les boyards. En dehors des villes où se concentraient les marchands, les campagnes étaient peuplées de paysans, petits propriétaires libres, qui tombaient parfois dans la servitude pour dettes.

L'expansion de la Rous' a suivi la route commerciale entre la Baltique et la mer Noire. S'y échangeaient métaux précieux, ambre, fourrures et esclaves contre des céréales, des tissus et des épices venus d'Orient. Le commerce se prolongeait au-delà vers Byzance et Bagdad. Avec l'extension du territoire, se créèrent des principautés plus ou moins autonomes, dont la principale était Novgorod-la-Grande. Entre le Xe et le XIe siècle, la Rous' fut une puissance en Europe orientale où se mêlèrent les cultures slave, scandinave, byzantine (elle adopta le christianisme en 988) et moyen-orientale. Mais le XIIe siècle marqua un déclin. Rivalités de succession,

guerres entre princes, finirent de ruiner un commerce déjà fortement en recul depuis l'essor des grandes routes commerciales sur la Méditerranée.

Le joug tataro-mongol (XIIIe- XVe siècles)

Au début du XIIIe siècle, les Mongols, que les Russes appellaient les Tatars, avaient conquis tout l'espace de la grande steppe eurasiatique depuis la Chine. Les fils de Gengis Khan se lancèrent à la conquête de la Russie, avant de pousser plus loin encore en Europe centrale. Ces guerriers nomades emportèrent Kiev le 6 décembre 1241, instaurant une domination qui dura trois siècles. Le centre du *khanat* (royaume) tataro-mongol était dirigé par un clan familial, imposant la soumission et le paiement d'un tribut. Lors de la séance d'hommage annuel au Grand khan, à laquelle étaient soumis les princes russes, le crâne de leur ancien maître était exposé comme trophée. L'autorité des Mongols, dits de la Horde d'or, s'imposait par la terreur et une certaine centralisation du pouvoir. Autant les boyards (grands propriétaires) conservaient une autonomie en échange de leur soumission, autant, dans les villes, les artisans et les échanges étaient soumis directement au pouvoir mongol. Celui-ci contrôlait aussi les nouvelles relations qui se nouèrent avec les cités marchandes de l'Italie du Nord qui, pour faire face à l'expansion de l'empire arabo-musulman en Méditerranée au XIIIe siècle, durent passer par les comptoirs tataro-mongols de la mer Noire, points de départ de la route de la soie vers l'Inde et la Chine.

Vers la Russie des tsars (XIVe-XVIe siècle)

L'essor de la Moscovie

Parmi les principautés du nord-est de l'ancienne Rous', Moscou s'imposa peu à peu à partir du XIVe siècle. Isolée par la distance et

le milieu forestier, elle échappa en partie aux invasions. Parcourue par des cours d'eau navigables, la Moscovie pratiquait un commerce actif. Mais elle bénéficiait surtout d'un accord avec la Horde d'or. Après la révolte de Tver en 1327 contre les Mongols, Moscou devint le principal fournisseur d'hommes de main au service du Grand khan, pour lutter contre les princes rebelles et les invasions. Le prince de Moscovie se retrouva à la tête d'une force de répression de 50 000 hommes et reçut le titre de « *prince de Tver, de Moscou et de toutes les Russies* ». La région chercha à attirer des paysans pour les défrichements en leur offrant des terres et un statut d'hommes libres. La principauté passa de 20 000 km² en 1300 à 430 000 km² en 1462.

L'émancipation et la construction de l'État

Profitant de l'épidémie de peste noire qui ébranlait la domination tatare sur un territoire déjà éclaté en fiefs rivaux, les Moscovites s'émancipèrent progressivement de la tutelle mongole à partir de 1480. Ils s'emparèrent de Kazan en 1551, puis d'Astrakhan en 1556, contrôlant bientôt la Volga.

Pendant cette période se construisit un appareil d'État centralisé dont Ivan IV, dit le Terrible, fut le premier à porter le titre de tsar. Une bureaucratie se mit en place, dont la tâche essentielle fut de garder la haute main sur l'aristocratie de grands propriétaires terriens qui s'étaient emparés de la justice et de la collecte de l'impôt. Le pouvoir réglementait leurs obligations militaires (« Établissements de service » en 1556) et créait un noyau d'armée permanente formé d'arquebusiers. Les tsars firent appel à des spécialistes étrangers pour se doter des canons qui faciliteraient leur victoire sur la cavalerie mongole. Au gré de l'expansion, des paysans, des vagabonds, des déclassés des marges de l'Empire furent utilisés comme auxiliaires militaires aux frontières. Ces cosaques, cavaliers réputés,

servaient aussi au maintien de l'ordre, en échange de privilèges fiscaux et d'une certaine autonomie.

Les tsars s'inspiraient du modèle des despotes mongols. N'ayant plus à leur rendre hommage, les tsars se proclamèrent autocrates : ils ne détenaient désormais leur pouvoir que d'eux-mêmes. À la centralisation s'ajoutait un mode particulier de gouvernement : le pouvoir devait « *faire trembler* ». L'un des tsars qualifia la reine d'Angleterre de « *fille ordinaire* » parce qu'elle prêtait l'oreille aux marchands. Chaque tentative d'acquérir un peu d'autonomie, même de la part des puissants, déclenchait une répression sanglante, les corps des victimes étant exposés en place publique. Les notables de Novgorod furent déportés après la prise de la ville. Le métropolite orthodoxe Philippe fut étranglé dans sa cellule. Une longue tradition s'instaurait : faire appel aux progrès de l'Europe en matière d'armements ou même de création culturelle (des artistes italiens de la Renaissance vinrent dessiner les plans des palais et des églises du Kremlin), tout en maintenant un joug sanglant et un contrôle tatillon sur toute la société. Contrairement au reste de l'Europe, la consolidation de cette monarchie monopolisant d'emblée tout le pouvoir empêcha qu'une bourgeoisie prît son essor à partir de la classe des marchands.

La noblesse et l'Église, piliers domestiqués du régime

À l'occasion des successions, les boyards et les princes tentèrent à plusieurs reprises de reprendre le pouvoir, en s'abritant parfois derrière de faux tsars qui auraient prétendument échappé à une mort précoce. Mais la noblesse fut peu à peu assujettie. Tandis que les déchus étaient relégués vers des terres lointaines, les plus serviles se voyaient récompensés de vastes domaines. Mais le pouvoir

prenait ses précautions. À la différence du système féodal en Occident, les seigneurs russes ne furent longtemps que des « propriétaires en viager », le temps de leur service, sans possibilité de léguer leurs biens. Plus tard, les nobles se virent intégrés dans la « Table des rangs » (1722) liant leurs titres à un service rendu à l'État. Les nobles n'étaient plus seulement des propriétaires vivant du travail des paysans, mais des oppresseurs agréés par le pouvoir central.

Dès l'époque où les chefs mongols se convertirent à l'islam (entre 1230 et 1320), une alliance intéressée se mit en place entre les grands princes de Moscovie et les dirigeants du clergé orthodoxe. Déjà exemptés d'impôts par la Horde d'or, seul groupe détenteur de la culture, les clercs devinrent un vivier au service des tsars, s'appliquant à diffuser la soumission à l'ordre divin, incarné sur terre par les princes. L'Église cautiona toutes les guerres expansionnistes du régime, au nom de la « vraie foi » : contre les Polonais catholiques, les Suédois luthériens ou encore les Mongols musulmans. Elle en retira la protection du pouvoir, de l'influence dans la société et des richesses dont témoignent la cathédrale de Kiev ou encore les décorations des collégiales du Kremlin par Andreï Roublev. Elle conforta les conservatismes, s'opposant, notamment au moment de la Renaissance, à la diffusion de l'imprimerie en Russie, car « *la reproduction d'un modèle suggéré par Dieu nécessite un copiste habité par la vérité divine* » !

Les aspirations de l'Église orthodoxe n'étaient pas que spirituelles. Elle allait chèrement payer l'accumulation de richesses qui pouvait faire d'elle une rivale du pouvoir temporel du tsar. Pour la soumettre, le monarque s'empara de la majorité de ses domaines et les distribua à de grands seigneurs en 1763-1764. Le clergé, fonctionnarisé, fut désormais dirigé par le Saint-Synode et contrôlé par un procureur laïc nommé par le tsar.

Le « second servage »

En Europe occidentale, après la chute de l'Empire romain, la mise en place du servage avait correspondu à une nouvelle forme d'organisation sociale et économique, le système féodal. Le travail servile, avec des formes proches de l'esclavage, avait existé dans la Rous'. Mais alors que les serfs disparaissaient peu à peu en Occident à la fin du Moyen Âge, ce mode d'oppression et d'exploitation de la terre prit tout son essor en Russie. Au fur et à mesure que le régime tsariste prenait le contrôle de territoires, il mit en place une économie agraire fondée sur le servage. Dès le milieu du XV^e^ siècle, les seigneurs imposaient une hausse des corvées aux paysans libres installés sur leurs terres. De la volonté des propriétaires d'aggraver l'exploitation et de retenir les paysans, les tsars firent des lois. Les serfs perdirent le droit de changer de maître autour des fêtes de la Saint-Georges comme le permettait le droit coutumier et en 1597, le tsar Boris Godounov réglementa leurs déplacements.

Les paysans des terres du tsar devinrent une monnaie d'échange afin de s'assurer la fidélité des hauts dignitaires. La tsarine Catherine II en fit don par dizaines de milliers aux grands dignitaires, en échange de leur allégeance (au total, près de 800 000 serfs furent distribués sous son règne entre 1762 et 1796). Les serfs étaient soumis à un règlement qui fixait la durée des corvées (trois jours par semaine dans les « terres noires »), en plus des prestations obligatoires en nature (filage de la laine, charrois). Pour les terres qu'ils cultivaient en propre, les paysans devaient une redevance, souvent en nature, la taille. Les serfs domestiques devaient supporter les caprices et les vices des seigneurs et de leur entourage. D'autres se rendaient en ville, en particulier en hiver pour travailler comme charpentiers à Moscou, afin de payer leur dû au seigneur. Les plus doués, ou les moins liés à la communauté, devinrent gestionnaires

de magasins, de fabriques ou acceptaient de devenir intendants des domaines, leur talent contribuant à l'oppression de leurs proches.

Le servage atteignit au XVIII^e siècle son extension maximale en Russie. Reflet de l'arriération, il contribua au maintien des archaïsmes, renforçant la puissance des tsars et le parasitisme de la noblesse.

Villes de garnison et monde des marchands

L'expansion du régime tsariste vers l'est (le Pacifique fut atteint en 1639) et le sud (reprise des dernières terres aux mains des Tatars et expansion autour de la mer Noire et dans le Caucase) se fit à travers une succession de conquêtes militaires. Réduites depuis l'invasion mongole à de minuscules centres d'administration ou de résidence des nobles, les villes s'apparentèrent ensuite à des lieux de garnison. Ni centres de corporations d'artisans, ni lieux d'échanges permanents, les villes végétaient. En dehors de Moscou, la Russie n'en comptait que 235 au milieu du XVII^e siècle, rassemblant en moyenne de 2 000 à 3 000 habitants.

Leur activité, essentiellement un quadrillage militaire du territoire, se doublait du commerce en produits de luxe destinés aux couches privilégiées. Les villes étaient placées sous le contrôle du pouvoir central qui y étouffait toute autonomie. Longtemps, les marchands russes se distinguèrent à peine de la paysannerie. Bien souvent analphabètes, ils faisaient leurs comptes au boulier, l'antique outil de calcul. Dépendants de l'État, les gros négociants jouissaient d'un statut particulier, de privilèges fiscaux et du droit de voyager. Le grand commerce se limita longtemps aux foires périodiques, comme celle de Nijni-Novgorod, instaurée par Ivan le Terrible en 1524 : un grand bazar oriental avec quelques boutiques en dur, vivant au rythme du passage des caravanes. Les ports,

comme Arkhangelsk où s'échangeaient les armes et le fer originaires de Scandinavie contre les produits de la terre et de la forêt russes, étaient une source importante de revenus pour l'État.

Certains marchands s'intégrèrent, au début du XVIII^e siècle, à la noblesse de service par le biais de la Table des rangs. Ainsi les percepteurs d'impôts, à l'image des fermiers généraux de l'Ancien régime en France, obtinrent le titre de comte. La complicité avec l'autocratie, obligée et intéressée à la fois, des marchands, et bientôt de la bourgeoisie manufacturière, contribuait à dissoudre cette classe, née tardivement, dans les rangs inférieurs de la noblesse impériale. De ce fait, dès sa naissance, à l'opposé de son homologue ouest-européenne, la bourgeoisie russe réduisait ses possibilités d'être porteuse d'un projet de transformation sociale.

Des tsars modernisateurs

Sortir la Russie de son arriération était un des leitmotivs de la politique des tsars, en particulier à partir de la seconde moitié du XVII^e siècle, et tout d'abord sous Pierre le Grand (1682-1725). Celui-ci voulait faire entrer la Russie à marche forcée dans le monde moderne : simplification de l'alphabet, réforme du calendrier, interdiction des tuniques et des robes pour les hommes de cour qui durent raser leur barbe. La nécessité de moderniser le pays répondait surtout à des impératifs militaires, en particulier après la défaite de Narva en 1700 face à la Suède. L'objectif était de substituer à la cavalerie traditionnelle une armée de conscrits encadrée par des officiers, nobles bien sûr, formés dans les écoles de junkers sur le modèle allemand, et dotée d'une artillerie moderne, d'une flotte pour la haute mer et de forteresses pour défendre la nouvelle capitale, Saint-Pétersbourg. Les premières réalisations industrielles furent initiées par les tsars, faisant appel à des techniciens étrangers

payés à prix d'or (suédois pour la verrerie à Moscou, danois pour la métallurgie et surtout hollandais dans l'armement et la marine). Pierre le Grand lança aussi un programme d'exploitation systématique des richesses minières. Des entrepreneurs, souvent nobles au départ, prenaient leur essor dans le sillage de l'État, restant toujours dans son ombre protectrice et lucrative.

Un développement plein de contradictions

Le maintien de l'autocratie, c'est-à-dire d'un pouvoir à la fois absolu et jaloux de son indépendance, y compris par rapport à sa propre aristocratie, rendait nécessaire la modernisation de l'appareil d'État. La rivalité avec l'Europe contraignait le régime à s'équiper du matériel de guerre le plus récent. L'utilisation des progrès techniques par le pouvoir renforçait les conservatismes. Les prélèvements massifs de l'État se faisaient au détriment de toute la société, du développement agricole et même des profits de la bourgeoisie naissante. En l'absence de main-d'œuvre libre, l'industrie se cantonna longtemps à la manufacture campagnarde, simple complément de revenu pour les nobles. Tout en maintenant la division du travail à un niveau primitif, le servage contribuait à entretenir les privilèges de la noblesse terrienne. Celle-ci, pour conserver ses privilèges, stérilisait toute tentative de réforme de l'appareil d'État.

La bourgeoisie, réduite, ne parvenait pas à jouer un rôle important dans la vie sociale. La Russie ne connut ni grande réforme religieuse, comme celle la Renaissance en Occident, ni révolution de grande ampleur, comme celle de 1789 en France. Même la révolte de Pougatchev, commencée en 1773, malgré son extension des cosaques aux paysans et aux ouvriers-serfs de l'Oural, ne réussit pas à ébranler le régime. Devant le poids de l'arriération, le tiers état se révélait trop faible pour offrir à la Russie une orientation nouvelle.

Partagée entre la pression occidentale et l'héritage du passé, la société russe mêlait des aspects modernes à un fond d'archaïsme. Faisant face à des enjeux qui, en Occident, avaient été résolus lors de périodes historiques étalées, la situation aboutissait à un blocage. La Russie du XIX^e^ siècle offrait un double visage, mélange d'attirance et de répulsion. Léon Tolstoï l'a saisi, en quelques traits, dans la nouvelle *Après le bal* : derrière le vernis flamboyant des soirées mondaines, où des aristocrates en uniforme chamarré courtisaient les jeunes filles romantiques de la noblesse, la sauvagerie s'exerçait à quelques pas de là par les mêmes officiers, faisant passer aux verges, jusqu'à la mort, de simples soldats enrégimentés de force.

Chapitre II

La Russie dans la première moitié du XIXe siècle

Alors que la révolution industrielle bouleversait l'Angleterre et bientôt la France, la Russie du début du XIXe siècle restait une société agraire aux techniques primitives. Tandis qu'en Europe occidentale les classes dominantes industrielles et bancaires s'affirmaient à travers des soubresauts révolutionnaires au détriment de l'ancienne noblesse, qu'en parallèle les régimes politiques évoluaient vers le parlementarisme à travers de multiples allers et retours, la Russie restait à l'écart.

La nouvelle frontière

Le régime, expansionniste, aspirait à atteindre les « frontières naturelles », les cinq mers qui bordaient son territoire. Le pays des tsars s'étendait alors de l'Europe centrale au Pacifique, de l'Arctique au Turkestan. Mais ses frontières n'étaient qu'en voie de stabilisation. Contrairement à l'Europe où elles intégraient la Finlande et une partie de la Pologne, en Orient des émirats musulmans restaient insoumis et la Chine occupait une partie du littoral de la Sibérie. Dans la périphérie, se rencontraient des populations très diverses, d'intégration récente et superficielle : Polonais, Juifs, Finnois, Baltes, Roumains, Arméniens, Géorgiens… Ils résistèrent

parfois vigoureusement à la russification, l'intégration forcée dans l'empire.

Un régime despotique

La Russie, la « prison des peuples », était dénoncée comme un bastion de la réaction par les progressistes européens. Le régime fournit des forces de répression contre tous les soulèvements populaires depuis la Révolution française jusqu'à la révolution européenne des années 1848-1851. La dynastie des Romanov régnait de façon autocratique. Le tsar prétendait incarner l'État et tenir son pouvoir de Dieu. Assisté du Conseil d'État, du Sénat et de la Chancellerie, le tsar gouvernait par décrets, les fameux *oukases*. Le monarque, entouré d'une infime minorité de privilégiés, s'appuyait sur une large bureaucratie qui survivait à peine de ses rémunérations. En plus de son ignorance, elle était réputée pour sa corruption et sa brutalité. Les tribunaux délivraient leurs jugements en fonction du montant des dons offerts par les accusés ou par les plaignants. Dans sa comédie *Le Revizor*, Gogol mit en scène le voyage d'un imposteur qui, se faisant passer pour un contrôleur de l'État venu de la capitale, profite de la frayeur des petits notables pour leur extorquer des fonds. La pièce dressait un portrait féroce de la crasse et de la violence des gouverneurs, des juges et des officiers de la petite bureaucratie provinciale.

Le régime développait un appareil policier et militaire de plus en plus onéreux. Pour maintenir l'ordre, le tsar recourait à la gendarmerie ou aux régiments de cosaques. À cheval et armés de leur fouet court (la *nagaïka*), ils chargeaient les émeutiers. En échange de ce rôle répressif, ils bénéficiaient de privilèges.

Pour rivaliser avec l'Occident en pleine révolution industrielle, le régime consacrait à l'armée plus de 50 % de son budget. L'État

devint un entrepreneur important dans des domaines variés : matériel militaire, réseau télégraphique ou distillation d'eau-de-vie. La pression fiscale sur les communautés paysannes, responsables collectivement du paiement de l'impôt, réduisait les possibilités de moderniser l'outillage et d'augmenter les surfaces cultivées. Pour encadrer la population, en l'absence d'un véritable appareil de fonctionnaires payés correctement, l'État russe utilisait l'appui naturel que lui offraient les propriétaires fonciers.

Le contrôle des esprits

Au début du XIX^e^ siècle, le régime tsariste craignait avant tout l'influence des idées étrangères, surtout celles héritées du courant des Lumières. Il voyait en elles les responsables du bouleversement de l'ordre aristocratico-féodal qui avait accompagné la Révolution française et ses suites. Les voyages à l'étranger étaient contrôlés et l'importation de livres interdite. Les universités, étroitement surveillées, réduisaient bien souvent au silence ou à l'exil les étudiants, pourtant tous membres de la classe aristocratique. Après 1816, la censure se renforça, allant jusqu'à l'organisation d'autodafés. Un livre d'Aristote (IV^e^ siècle avant notre ère !), *La Politique*, fut réduit en cendres car son titre seul le rendait déjà intolérable. Les réprimandes allaient d'une simple convocation à la saisie ou à l'interdiction de paraître et, pour les auteurs, l'assignation à résidence, la relégation en province, jusqu'à l'incarcération à la forteresse Pierre-et-Paul en cas de récidive.

Le parasitisme nobiliaire

La noblesse ne se réduisait pas aux grands personnages de la cour. Elle rassemblait environ 3 % de la population. Le recensement de 1834 divisait les nobles en fonction du nombre « d'âmes », les

hommes asservis, qu'ils détenaient : 14 053 en possédaient plus de mille, 16 700 entre cent et cinq cents, et 106 000 moins de cent. En réalité 3 276 nobles détenaient la moitié de tous les serfs. Le feld-maréchal Razoumovski possédait 140 000 âmes, soit 300 000 serfs en comptant les familles.

La propriété foncière était très concentrée. Le prince Youssoupov détenait 250 000 hectares. Aux fruits du travail des paysans s'ajoutaient dans les revenus des nobles l'exploitation des mines de l'Oural pour les Stroganov, la vente de bois pour les Ratkov-Rojnov ou encore les rentrées immobilières pour les Cheremetev. La haute noblesse vivait dans un faste immense. Lors de la saison des bals, les Stroganov faisaient étalage de richesses dans leur somptueux hôtel particulier. Un dénommé Boulgakov, de Moscou, se plaignait : « *Nous vivons plus que modestement, j'occupe une maison minuscule, je n'y dispose que de cinq chevaux, de trois voitures et de vingt-deux domestiques.* » Ses journées s'écoulaient entre les représentations théâtrales dans les hôtels particuliers de ses amis fortunés, les heures passées à l'établissement des eaux minérales et les soirées au jardin Alexandre, sous les murs du Kremlin. Même les ambassadeurs issus de la noblesse européenne étaient éblouis, tel le marquis de Custine : « *J'ai vu le congrès de Vienne, mais je ne me souviens d'aucune réunion qui puisse égaler celles du palais d'Hiver pour la richesse des pierreries, des habits, pour la variété, le luxe des uniformes, pour la grandeur et l'ordonnance de l'ensemble.* » Séjournant à Saint-Pétersbourg, à Paris ou sur la Riviera, la haute noblesse vivait loin de ses domaines dont la gestion était confiée à des intendants.

La petite noblesse exerçait parfois des fonctions utiles, médecin ou professeur. Mais ses rangs étaient surtout composés d'une multitude de petits potentats locaux liés à l'appareil d'État. En général,

les nobles vivaient détachés de toute responsabilité sociale ou politique. La littérature russe a dépeint ces personnages livrés à l'oisiveté : jeunes filles mélancoliques rivées par ennui à leurs rêveries printanières ; ou encore Oblomov, incapable d'agir, de s'habiller seul et pour finir même de quitter son lit. D'autres étaient de mèche avec des escrocs patentés comme Tchitchikov dans *Les Âmes mortes*. Pour une bouchée de pain, il rachetait aux nobles les serfs décédés avant que leurs propriétaires ne fassent enregistrer leur mort, afin de les mettre en gage à la banque pour obtenir un emprunt. Un moyen courant : 67 % des serfs étaient ainsi hypothéqués au moment de leur libération en 1861.

Le visage du clergé

L'autre pilier du régime était le clergé orthodoxe. Propriétaire d'un tiers des terres, organisé autour de grands monastères comme la Trinité-Saint-Serge près de Moscou, il compta 200 000 moines et popes. Les dignitaires de l'orthodoxie étaient étroitement associés à la haute administration tsariste. Les popes, souvent pauvres, ignares et eux-mêmes surveillés, entretenaient les superstitions, jouant le rôle de police spirituelle contre la secte des Vieux-croyants ou contre les libres penseurs. En février 1901, alors au sommet de la gloire dans le monde des lettres, Léon Tolstoï fut excommunié par le Saint-Synode, pour son rejet de l'immaculée conception, parmi d'autres griefs. Les popes faisaient l'objet d'attaques souvent acerbes des intellectuels contestataires. Le critique radical Bielinski les caractérisait avec une ironie mordante : « *La majorité de notre clergé se distingue uniquement par ses gros ventres, par sa scolastique pédante et par son ignorance barbare. On ne saurait l'accuser d'intolérance religieuse, de fanatisme. On devrait plutôt lui prodiguer des louanges pour son indifférence modèle dans les affaires de foi.* »

Un océan de paysans

L'arriération du pays avait pour assise l'héritage historique d'un océan de paysans. En 1812, les citadins n'étaient encore que 1,6 million, soit 4,4 % du total. Dans les villages, quatre habitants sur cinq vivaient du travail de la terre. Les paysans pourvoyaient aussi en main-d'œuvre l'industrie et les forces armées. Le travail agricole se répétait selon des traditions ancestrales. L'assolement triennal dominait, alternant les cultures d'orge, de lin ou de chanvre et les années de jachère. Les rendements dépassaient rarement les cinq à six grains récoltés pour un semé. L'outillage restait primitif, avec la *sokha*, l'araire à deux socs. La survie des paysans dépendait des cultures itinérantes sur brûlis. Les terres, trop exploitées, trop divisées, étaient souvent au bord de l'épuisement.

En plein XIX^e^ siècle, le servage restait dominant. Les *Mémoires d'un chasseur* de Tourgueniev en ont illustré bien des visages. Dans la province d'Orel, les serfs vivaient misérablement, dans des cabanes délabrées, chaussés de *laptis*, sorte d'espadrilles en écorce de bouleau tressée. Ailleurs, la possibilité de commercialiser une partie de leur production, comme le beurre à Kalouga, leur permettait de construire des *isbas* (maisons primitives en rondins) et de porter des bottes le dimanche. Les serfs vivaient regroupés dans des villages, au sein d'une communauté reconnue sur le plan social et juridique, le *mir*. L'équivalent d'un maire ou *staroste* y était élu, chargé de régler les petits conflits, mais aussi d'organiser périodiquement la redistribution des terres et la répartition des impôts. Cette communauté permettait au seigneur de contrôler les paysans et de se décharger des tâches de gestion. Une partie des intellectuels russes idéalisa le *mir*. Soulignant ses aspects communautaires, ils eurent l'espoir qu'il permettrait à la Russie d'échapper aux tares du

développement capitaliste, pour passer directement à une société collectiviste.

La vie quotidienne des serfs

La misère morale et matérielle des serfs fit l'objet de nombreux témoignages. D'après l'enquête d'un officier d'état-major dans la région fertile des terres noires, « *l'alimentation des paysans est d'habitude très simple et uniforme : pain de seigle, soupe aux choux (*chtchi*) et bouillie de gruau (*kacha*) constituent l'ordinaire quotidien des repas de midi et du soir, à ceci près que souvent ce dernier n'existe pas.* » En période de disette, ils se nourrissaient de racines, d'écorces et de baies sauvages. De ce fait, le carême prêché par les popes, qui interdisait la consommation de viande, de lait, de beurre et d'œufs, s'étendait parfois à l'année entière. Dans leurs haillons et leurs yeux malades se lisait une pauvreté extrême. La condition des femmes était particulièrement peu enviable. Elles étaient les premières victimes de la violence domestique, aggravée par la consommation abondante d'alcool que les autorités encourageaient pour des raisons fiscales. Elles étaient soumises aux grossesses multiples, souvent dix à douze naissances. Beaucoup d'enfants mouraient en bas âge.

Un écrivain a exprimé ainsi sa révolte : « *Tout témoigne de leur oppression : leurs mouvements, leurs vêtements, leur habitat. On trouverait plus de lumière dans une prison. L'ignorance et la superstition hantent ces demeures enfumées.* » Les propriétaires ne faisaient rien pour améliorer la situation. Maître d'un domaine immense, le prince Youssoupov se vantait ainsi d'avoir fermé une nouvelle école : « *Je sais par expérience que savoir lire ou écrire n'est d'aucune utilité pour les paysans.* [...] *Je voudrais que mes sujets transmettent à leurs enfants uniquement les règles de la bonne morale.* »

Les préceptes moraux des seigneurs s'accompagnaient au quotidien de la violence, souvent pour des peccadilles. Tourgueniev a cité le cas d'un propriétaire qui fit corriger son maître d'hôtel pour avoir oublié de chambrer sa bouteille de château-lafite. Les règlements d'État accordaient aux maîtres des droits de punition élargis : bastonnade, fouet, arrestation et même envoi en Sibérie. La possession d'autres hommes, asservis, encourageait les seigneurs aux comportements les plus odieux, au point d'en indigner le gouverneur général de la province de Pskov : « *L'attitude cruelle, pour ne pas dire les sévices qu'ils* [les seigneurs] *infligent à leurs paysans, est certes suffisamment connue mais nous paraît parfois invraisemblable.* » Aux abus des seigneurs s'ajoutait l'arbitraire : interdiction de mariage ; droit de modifier le tirage au sort pour le service militaire, qui durait alors vingt-cinq ans, dans des conditions inhumaines. Dans les écoles militaires, les officiers entendaient cette maxime : « *Frappe trois hommes à mort et fournis-nous un bon soldat.* » Le jeune prince Kropotkine, futur militant anarchiste, s'est souvenu de l'envoi à l'armée d'un domestique de sa famille : « *Le garçon est enchaîné et sa mère et ses sœurs l'entourent comme à un enterrement.* » Les propriétaires avaient le droit de vendre ou d'hypothéquer leurs serfs comme n'importe quel bien. En témoignaient des petites annonces de la *Gazette de Moscou* : « *À vendre trois cochers bien entraînés de belle stature, deux filles de quinze et dix-huit ans, toutes les deux jolies, connaissant bien divers métiers manuels.* [...] *Dans la maison même, sont également à vendre des pianos et des harmoniums.* »

L'intégration au marché mondial

L'essor des échanges internationaux dans la première moitié du XIX^e^ siècle a modifié les équilibres intérieurs. À la multiplication par trois du montant des exportations russes, essentiellement de

matières premières (blé, lin, suif, cuir ou bois) vers l'Angleterre, répondait le quadruplement des importations, en particulier de produits manufacturés beaucoup plus onéreux. La Russie entrait de plain-pied dans les circuits de l'échange inégal et de l'appauvrissement qu'il entraînait. De plus ce commerce était étroitement contrôlé par les puissances européennes. À peine 12 % des échanges se faisaient à bord de la flotte russe. Néanmoins les échanges internationaux furent à l'origine de l'apparition d'une classe de commerçants spécialisés dans le blé, l'eau-de-vie, ou encore les draps à Moscou.

Les tarifs protectionnistes mis en place en 1817 permirent à des producteurs locaux de trouver des débouchés sur le marché intérieur. Les premières activités industrielles, hors des initiatives d'État, étaient l'œuvre d'aristocrates. En 1832, les nobles possédaient 15 % des usines, utilisant une main-d'œuvre d'ouvriers-serfs. Les quelques bourgeois indépendants se concentraient sur des secteurs en marge, les pêcheries de la mer Caspienne, les fabriques de savon ou de lard. Rapidement, le relais fut pris par des grandes firmes étrangères venues s'installer à la demande du pouvoir central. Le phénomène, limité à ses débuts par le faible nombre d'hommes libres disponibles, devint un trait majeur de l'industrie en Russie. À partir de 1840, l'Allemand Knopp mit en route 122 filatures en dix ans. Le pouvoir encourageait les initiatives dans le domaine des transports. Dès 1816, des bateaux à vapeur sillonnaient les mers Baltique, Noire et Caspienne. La première ligne de chemin de fer en 1837, entre la capitale et la résidence impériale voisine de Tsarskoïe-Selo, fut suivie en 1851 par celle de Saint-Pétersbourg à Moscou.

La condition des premiers ouvriers

Ce témoignage recueilli par l'écrivain Tourgueniev donne un aperçu du sort des premiers prolétaires russes : « *Les paysans vous parlent des villages où il existe des fabriques avec une expression d'horreur, comme s'ils voulaient dire que la peste y avait éclaté.* » Dans les usines, les brimades et les brutalités étaient monnaie courante. Les règlements, indignes et tatillons, allaient de l'interdiction de fumer ou de jouer aux cartes dans la cour de l'usine, même pendant les pauses, à l'obligation d'assister à l'office religieux le dimanche sous peine d'amendes. La productivité de cette main-d'œuvre servile, sans instruction et vivant souvent dans des huttes à proximité de l'usine, était dérisoire. Dans l'industrie, la main-d'œuvre non asservie connut un essor important.

Date	Nombre de fabriques	Nombre d'ouvriers	Dont hommes libres
1804	2 423	95 202	40 625
1824	5 261	220 568	114 515

Les salaires, de 10 à 30 roubles par mois, suffisaient à peine à couvrir les dépenses élémentaires. Les ouvriers gardant des liens étroits avec la campagne, les usines fermaient pour la moisson, les cérémonies religieuses et les fêtes de village. La condition déplorable de ces « *serfs parmi les serfs* » provoqua des résistances immédiates. Dès les années 1830, les registres de la bureaucratie indiquaient des plaintes collectives, des grèves et des « *actes de désobéissance* » contre la cruauté des fabricants. La répression était sans pitié. Les révoltés se voyaient relégués sur des terres difficiles et lointaines ou passés par les verges, comme les 177 ouvriers de la draperie Ossokine après les « désordres » de 1836, ou encore

enrôlés dans l'armée. Nombre de dirigeants, hostiles au développement industriel, s'exprimaient sans retenue, comme dans ce passage de *L'Esprit des journaux* en 1816 : « *Un peuple agricole est le plus pieux, le plus pacifique, le plus fort et le plus fidèle au tsar. Il est attaché à sa terre natale. L'ouvrier n'attend rien de Dieu et tout de sa machine. Des centaines de ces ouvriers n'ont aucune propriété et cela nourrit en eux l'esprit de révolte.* »

L'intelligentsia

Issus de l'aristocratie et parfois de la faible bourgeoisie, les membres de l'intelligentsia formaient une couche sociale privilégiée dont les moyens lui permettaient d'accéder à la culture européenne et souvent de vivre sans travailler. Par ailleurs, l'intelligentsia se sentait en marge de cette société policière où elle ne trouvait pas sa place, à l'écart des positions occupées par les milieux intellectuels dans les sociétés occidentales.

La Révolution française avait généré une évolution profonde des mentalités, bien au-delà des cercles privilégiés de la cour de Catherine II. La tsarine avait été présentée par certains philosophes des Lumières comme un « despote éclairé ». Mais un despotisme éclairé « *tempéré par la strangulation* », s'était moqué madame de Staël, car Catherine II était soupçonnée d'avoir fait étrangler son mari par son amant, pour prendre sa place sur le trône. Si la nouvelle de la prise de la Bastille, le 14 juillet 1789, avait suscité des embrassades sur les places de Saint-Pétersbourg, de son côté la tsarine rompit les liens avec Paris et mit sous surveillance les Français séjournant en Russie. Toute une agitation intellectuelle animait les milieux nobiliaires russes, à l'image d'un personnage de Léon Tolstoï dans *Guerre et paix*, Pierre Bézoukhov, déchiré entre son attirance pour

la liberté et l'horreur de la guerre qu'allaient mener les troupes napoléoniennes jusqu'aux faubourgs de Moscou.

Des nobles de haut rang, jusqu'aux ministres du tsar, découvraient les bienfaits de « l'opinion publique », prenaient goût à l'art, à la science et à la philosophie. S'amorçaient des regroupements entre les partisans d'une ouverture à l'esprit libéral européen, en faveur des libertés individuelles et des droits démocratiques proclamés dans la Déclaration des droits de l'homme, les « occidentalistes », et d'autre part les « slavophiles » qui, au contraire, repoussaient l'influence de l'Occident au nom des traditions spécifiques de la terre russe. Certains allaient profiter de la défaite de Napoléon en 1814 pour faire le voyage à Paris, y goûtant l'atmosphère libre et cosmopolite des loges maçonniques. La volonté des monarques victorieux de réorganiser l'Europe à la lumière d'une Sainte-Alliance réactionnaire lors du congrès de Vienne en 1815 n'allait pas effacer en Russie l'empreinte de la Grande Révolution.

La révolte des décembristes

Au sein même de l'appareil militaire du tsarisme, des éléments avancés de la petite noblesse organisaient une conspiration ayant pour objectif de restreindre les pouvoirs de l'autocrate. Favorables à un régime libéral, il n'était pas question pour eux de porter atteinte à la domination des nobles, ni surtout de faire appel au soulèvement des paysans, sur l'exploitation desquels reposait tout l'ordre social. Une Union du salut public était en formation depuis 1816. Certains de ses membres, jeunes officiers, avaient rencontré en France les écrits de madame de Staël, de Benjamin Constant, de Sieyès, voire de Saint-Simon pour les plus ardents. L'un d'entre eux exprimait ainsi son désarroi, à son retour en Russie : « *C'est avec un serrement de cœur que nous retrouvâmes chez nous le servage, la*

misère du peuple, la persécution des libéraux. » Rejetant la servilité à l'égard du trône, nourris des lectures de Rousseau, Montesquieu, Schiller ou Byron, ils se radicalisaient. Ils en vinrent à l'idée d'égalité devant la loi, d'une Constitution et finalement à l'organisation d'un complot. Malgré un grand courage individuel, leur tentative n'avait ni véritable plan ni large appui social. Ils n'ont pas envisagé un instant d'avoir recours à l'énergie des masses qui avait fait la force de la Révolution française. Le complot de décembre 1825, à l'occasion d'un intermède de succession au trône, échoua lamentablement. Les troupes du nouveau tsar, Nicolas I^er^, vinrent facilement à bout de ces « décembristes », isolés même au sein de l'armée.

Le souverain n'hésita pas à faire tirer au canon sur les bataillons révoltés. Les tribunaux prononcèrent ensuite des peines sévères. Cinq prévenus furent condamnés à mort, vingt au bagne à perpétuité et des centaines à des peines allant jusqu'à vingt ans d'emprisonnement.

Malgré l'échec, cette tentative marqua durablement la tradition politique en Russie. Elle donna aux jeunes générations des exemples de courage, de dévouement aux idées de progrès, d'abnégation de la part des femmes qui choisirent de suivre les condamnés sur leurs lieux de déportation. Même écrasée, la révolte des décembristes ouvrit une perspective nouvelle. Les révolutions de palais du XVIII^e^ siècle cédaient la place aux luttes émancipatrices du XIX^e^ siècle, où le peuple occupait désormais le centre des débats.

La question paysanne au cœur des préoccupations

La dureté de la condition des serfs provoquait de nombreuses révoltes. Certains soulèvements prirent plus d'ampleur, comme celui des douze provinces de la Volga en 1833, ou encore la marche

des paysans sur les terres des cosaques en 1847. L'administration tsariste a mesuré leur multiplication vers le milieu du siècle : 605 entre 1844 et 1849.

Des inquiétudes se manifestaient sur des risques de tempête sociale. Le chef du corps des gendarmes, le comte Benckendorff, concluait ainsi en 1834 : « *L'enquête a démontré qu'ils se soulevaient non pour protester contre les représailles ou des cruautés seigneuriales, mais uniquement pour affirmer leur droit à la liberté.* » Et le même ajoutait cinq ans plus tard, rendu encore plus alarmiste par la passivité du régime : « *On peut dire que le servage est une poudrière sous les fondements de notre État. C'est d'autant plus dangereux que l'armée est composée des mêmes paysans.* »

Ce constat se heurtait au conservatisme du pouvoir et des privilégiés. Même au sein des rares milieux nobiliaires soucieux d'une amélioration de la condition des serfs, la disparition du servage n'était pas envisagée. Pourtant son maintien était de plus en plus perçu comme un frein au développement aux yeux des classes industrieuses et commerçantes, des fractions éclairées de la noblesse et de l'entourage du tsar. Mais la crainte d'une perte de contrôle des paysans, sur fond de mécontentement général, paralysait toutes les décisions. La majorité des propriétaires aggravèrent même la situation en augmentant les redevances et en accaparant des terres communales. Finalement, des événements extérieurs allaient créer un électrochoc et pousser le pouvoir autocratique dans la voie de l'abolition, mais à sa manière.

La Russie et la révolution de 1848 en Europe

Dès 1830 à Moscou, des cercles contestataires se reformèrent. Les évènements de 1848 en Europe sonnèrent le réveil de la contestation. L'enthousiasme dû à l'avènement de la République

en France se prolongeait dans les cercles étudiants russes par la lecture des radicaux comme Louis Blanc ou des textes de Guizot, qui décrivait l'histoire comme la lutte de classes pour le contrôle du pouvoir. Le régime russe s'est chargé de briser dans l'œuf l'élan de la jeunesse. Dostoïevski a amèrement payé sa participation à un groupe d'étudiants et de professeurs qui attirait la sympathie d'officiers de la Garde et même de gentilshommes de la cour. Le cercle s'inspirait des idées des socialistes utopiques français, en particulier Saint-Simon et Fourier. Une simple distribution de tracts, au début de l'année 1848, scella le sort de la plupart d'entre eux. Le juge en charge de l'enquête exprima ainsi sa peur mêlée d'admiration : « *On peut tout attendre de gens d'une trempe pareille.* [...] *Ils sont convaincus d'agir non pas dans leur propre intérêt, mais pour le bien-être du genre humain, non pour le moment actuel, mais pour l'éternité.* » La sentence reconnut le groupe comme « *une société secrète visant la destruction de l'organisation actuelle de l'État* » et en condamna vingt et un membres à la peine capitale. Après un simulacre d'exécution, ils furent finalement envoyés en forteresse ou au bagne, cette « *maison des morts* » que décrira le futur grand romancier Dostoïevski.

Chapitre III

La fausse libération des serfs, symbole des contradictions du régime

La défaite militaire, lors de la guerre de Crimée en 1855, démontra toute l'impuissance de l'État tsariste, l'incompétence de sa bureaucratie et le retard économique de la Russie. L'avènement du nouveau tsar Alexandre II coïncida avec la prise de conscience de la nécessité de réformes profondes. Mais le tsar souhaitait les subordonner à ses intérêts. Le développement de l'industrie avait pour lui un but fiscal et militaire. Pour rivaliser avec l'Occident, le tsar fut obligé de s'ouvrir à ses capitaux et à ses usines. Le développement, même entravé, ouvrit la Russie aux influences du monde moderne et aux idées qui finirent par remettre en cause le tsarisme lui-même.

Les données de la fin du servage

Jusqu'alors, seuls quelques esprits éclairés s'étaient aventurés à évoquer une suppression du servage, considéré comme une institution ordonnée par Dieu. Pouchkine l'avait suggérée au détour d'un vers : « *Verrai-je un jour mon peuple libre et l'esclavage aboli par un geste du tsar ?* » Pourtant il n'était plus temps de reculer. L'institution du servage gangrénait toute la société, comme l'écrivait Gretch : « *L'état du servage est chez nous terrible et dégoûtant. Il crée uniquement une forme spéciale de soumission et de pauvreté dans*

laquelle végète la moitié des habitants d'un État éclairé. Les abus sont entrés dans nos mœurs et devenus un élément nécessaire de notre vie sociale. L'ordre et le bien-être peuvent-ils exister dans un pays [...] *où le vol, le pillage, les pots-de-vin se manifestent à chaque pas et où il n'y a pas de justice devant les tribunaux et pas d'ordre dans l'administration ?* »

Le tsar décidait de soumettre à un comité secret la question de l'émancipation. L'inquiétude se doublait d'une volonté de ménager les propriétaires. Les conseillers du pouvoir incitaient à « *procéder sans bruit, sans atteinte à la propriété, sans parler de liberté ou de libération* ». Après la défaite de Crimée, le courant libéral et moderniste l'emportait. Pourtant la question demeurait entière : comment abolir le servage sans déclencher un mouvement incontrôlable pouvant déboucher sur un ébranlement de tout l'ordre social ? Car comme l'exprimaient les paysans dans ce vieux dicton : « *Nous sommes à vous, mais la terre est à nous.* »

Le contenu de la réforme

La tactique des autorités fut de sacrifier certains droits seigneuriaux, mais sans toucher à la principale source de richesse qu'était la propriété de la terre. Dans un *Manifeste à la noblesse de Moscou*, le tsar Alexandre II se justifiait : « *Mieux vaut abolir le servage d'en haut, que d'attendre le moment où il commencera à s'abolir d'en bas.* » Il fallut quatre années d'explications pour convaincre la noblesse récalcitrante. Et l'argument principal fut l'explosion des soulèvements paysans eux-mêmes.

Dès 1856, les paysans d'État obtinrent le droit de racheter leur parcelle. En 1858, les serfs de la couronne étaient libérés, et bientôt tous les autres, par l'*oukase* du 19 février 1861. Il concernait 25 millions de sujets, la moitié des paysans russes. Les serfs, détachés

de la terre, obtenaient l'égalité civile. Les terres furent partagées en deux parties. La meilleure revenait aux propriétaires et l'autre aux paysans qui obtinrent un droit de rachat échelonné sur vingt ans, la jouissance de la maison et de son enclos. Le pouvoir proposa d'avancer les quatre cinquièmes de la somme, sous forme de bons d'État, remboursables par les paysans en quarante-neuf ans à un taux d'intérêt de 6 %. L'autorité locale passait aux mains de la commune rurale et une période transitoire de deux ans s'ouvrait pour négocier quelles corvées et redevances restaient dues aux seigneurs.

Une réforme pleine de pièges

La réforme laissait de côté la majeure partie des problèmes de l'heure. Les arbitrages prévus dans la phase de négociation étaient aux mains des gros propriétaires. La loi prévoyait, pendant toute la durée du rachat, qu'en l'absence d'un accord le propriétaire conserverait des droits féodaux et percevrait les redevances antérieures. La loi établissait des tailles maximales pour les lots, entre trois et huit hectares. Bien souvent les paysans, après la réforme, eurent moins de terre à disposition qu'auparavant. Des historiens ont estimé les surfaces obtenues à quatre hectares en moyenne par famille et à un seulement dans les terres noires où la population agricole était la plus importante. Une clause offrait la possibilité d'obtenir tout de suite et gratuitement un lot, mais en acceptant de ne recevoir qu'un quart de la surface prévue. Plus de 460 000 paysans n'eurent d'autre choix que d'accepter et se retrouvèrent avec une parcelle dérisoire. Les prix d'achat étaient surévalués : au total, 870 millions de roubles, pour des lopins souvent peu rentables qui n'en valaient tout au plus que 650 millions. C'étaient des terres délaissées, sablonneuses ou marécageuses. Éloignées des routes, elles étaient morcelées et distantes les unes des autres, entraînant

des déplacements longs et épuisants pour les paysans. Ils perdaient l'usage des pâturages, des étangs et des bois seigneuriaux, compléments indispensables pour leur alimentation et celle des bêtes. La loi ne prévoyait rien pour les domestiques affranchis (les serfs de la maison des maîtres), ni terre ni travail. Les droits sur la terre passaient aux communes rurales. Mais ces assemblées des chefs de famille étaient dans l'incapacité de répondre aux besoins des paysans et héritaient de la responsabilité d'assurer la justice et la paix civile.

Les seigneurs firent tout pour limiter la portée de la réforme, mais ils n'en étaient pas satisfaits pour autant. Ils auraient préféré que les bons d'État reçus en échange de leurs terres les plus pauvres soient convertibles immédiatement et non au bout de quinze ans comme l'envisageait la loi. Ils prévoyaient à juste titre une baisse de leur valeur. Ils sentaient aussi que la réforme, malgré toutes ses limites, sapait leur autorité au village. Ils firent tout leur possible pour faire traîner les choses – tant et si bien qu'en 1885, près d'un quart de siècle après avoir été « libérés », 15 % des serfs se trouvaient toujours sous statut temporaire, obligés, en plus du paiement des annuités de rachat, de se soumettre aux corvées et aux redevances.

La réaction des paysans

Les paysans ressentirent immédiatement l'injustice de la réforme. Pour leur liberté, les moujiks durent racheter au prix fort des terres amputées. Cet immense vol légal se transformait en une opération ruineuse pour les paysans et inespérée pour les nobles. La promulgation de la loi ne provoqua ni enthousiasme ni soulèvement généralisé. Pour l'heure, les paysans y virent le maintien de leur situation pendant deux ans. Ils refusèrent les corvées, et les

soulèvements de l'année 1861 touchèrent 1 176 propriétés. Le pouvoir dut mobiliser pas moins de 64 régiments d'infanterie pour les réprimer, avec 102 morts rien qu'à Bezdna. À plus long terme, la réforme se révéla désastreuse. La taille des exploitations se réduisit encore, passant à moins de trois hectares en moyenne. 70 % des cultivateurs n'avaient pas de quoi nourrir leur famille. Ce monde qui avait vécu en autarcie se voyait condamné. Le recours aux produits des villes et les besoins monétaires devinrent de puissants facteurs de dissolution des communautés paysannes, déstabilisées par la montée des inégalités.

Les réformes de l'appareil d'État

En parallèle à l'abolition du servage, le tsar cherchait à rendre plus efficace son appareil d'État. En 1864, la réforme de l'administration locale prévoyait l'élection tous les trois ans par la population masculine d'assemblées, selon un mode de scrutin réservant la moitié des sièges aux grands propriétaires. Ces *zemstvos* obtenaient sur le papier de larges pouvoirs de décision économique, d'assistance et d'éducation. Mais ils recevaient surtout d'importantes responsabilités sans en avoir les moyens ni humains ni financiers. De plus, leurs décisions étaient soumises à l'approbation d'un fonctionnaire du gouvernement. La réforme municipale de 1870, avec l'élection d'un maire par le conseil municipal (la *douma*), vint la compléter. L'essor urbain, même modéré, renforçait le rôle des doumas des villes et le pouvoir inaugura alors un mode de scrutin qu'il généralisa par la suite. En divisant le corps électoral en trois classes avec un nombre de sièges préétablis, il permettait de sur-représenter les couches sociales les plus fidèles au régime.

En 1864, la réforme de la justice proclamait l'indépendance et l'inamovibilité des juges, la publicité des débats et la liberté

d'expression pour les avocats. Mais ses droits n'avaient qu'un sens très relatif dans une société où les lois dépendaient des caprices du tsar, où la répression faisait taire la parole et où la carrière des membres de l'appareil judiciaire dépendait de leurs décisions et des relations avec les nobles locaux. Officiellement, les châtiments corporels étaient abolis, en particulier l'infâme marque au fer rouge, mais pour exclure immédiatement de cette décision les paysans qui formaient l'essentiel de la population. Afin de tenter de renouveler les élites, la réforme de l'enseignement de 1863-1864 permit à des enfants de toute origine sociale d'avoir accès aux rares lycées (les gymnases) et un régime d'autonomie fut accordé aux quelques universités.

Enfin, le régime entreprit une réforme de l'armée. Pendant la guerre de Crimée, la veulerie et l'incompétence de la caste des officiers avaient eu des conséquences terribles. Mais les nobles s'opposaient par tous les moyens au recrutement d'officiers en dehors de leur monde. En 1874, la durée du service militaire obligatoire fut réduite à six ans, mais les conscrits restaient tirés au sort, laissant la porte ouverte à l'arbitraire : « achat » d'un remplaçant dans le besoin, en cas de mauvais sort pour un jeune plus fortuné ; dispenses obtenues par la corruption et les relations sociales.

Parallèlement à ces timides ouvertures vers la société civile, le régime poursuivait sa politique d'expansion vers le sud, avec l'installation de colonies militaires au Daghestan (dans le Caucase oriental), la conquête des steppes arides du Turkestan (en Asie centrale). Il s'étendait en Extrême-Orient, s'emparant des territoires au nord du fleuve Amour et de l'île de Sakhaline aux dépens de la Chine et du Japon.

Des déceptions de toutes parts

Toutes ces réformes visaient moins à faire entrer la Russie dans la voie du libéralisme qu'à renforcer les capacités du tsar à affronter ses puissants voisins. Les mesures les plus anodines étaient en permanence entravées.

La courte période libérale s'acheva dès le début des années 1870. La tutelle des *zemstvos* fut renforcée et leur présidence réservée à des maréchaux de la noblesse (représentants de l'assemblée des nobles d'une province). En matière de justice, des délais supplémentaires, voire sans fin, furent instaurés avant la constitution des tribunaux. Le nouveau ministre de l'Instruction publique revenait sur les réformes de l'enseignement secondaire. Il fit renforcer le contrôle sur les écoles dépendant des *zemstvos* et le côté disciplinaire de leurs règlements.

La reprise en main par le régime se faisait partout sentir, en particulier à travers la censure. Des revues libérales comme *La parole russe* furent interdites dès 1866. Au fur et à mesure que s'éloignait la crainte d'une insurrection généralisée des campagnes, la traditionnelle arrogance du régime reprit le dessus. Tout montrait que le tsar n'était pas prêt à accepter de rendre des comptes à des organes représentatifs. La vague de déception touchait toutes les couches sociales. Les nobles, dont les privilèges étaient pourtant à peine écornés, se sentaient remis en question. Les paysans libérés se retrouvaient dans une situation matérielle pire encore qu'auparavant. Les membres de l'intelligentsia, qui avaient salué un temps le « tsar libérateur », espérant que les réformes seraient une première étape vers un régime constitutionnel, perdirent leurs illusions en une évolution pacifique. Pour faire évoluer le régime, il faudrait désormais en passer par d'autres méthodes.

Chapitre IV

L'opposition révolutionnaire

Des oppositions avant même l'émancipation des paysans

Au sein d'une société où le poids de la noblesse diminuait, où les paysans étaient désemparés, et où la bourgeoisie et le prolétariat des villes restaient embryonnaires, les intellectuels s'affirmèrent en tant que groupe social. L'intelligentsia traversait les fractions cultivées de différentes classes. L'essentiel de ses membres venait de la noblesse, mais des éléments issus de la petite bourgeoisie vinrent grossir ses rangs : professions libérales, médecins, instituteurs. Animés d'un sentiment de responsabilité et de culpabilité, les intellectuels adoptaient en général une attitude d'opposition au régime, de façon plus ou moins ouverte et radicale. Ce milieu reflétait les espoirs et les déceptions de toute la société russe, les courants intellectuels de l'Occident, mais aussi la montée en puissance des différentes forces sociales dans le pays. Jusqu'au milieu du XIX^e^ siècle, les membres de l'intelligentsia restèrent en marge de la vie politique. Certains ruminaient leur rancœur de déclassés, d'autres se plongeaient dans la recherche scientifique. Ils formaient un univers à part. Comme en témoigna l'un d'eux, « *dans ces mêmes salons, il fallait s'indigner, s'agiter ou devenir indifférent, se réconcilier avec l'ordre établi et se joindre aux rampants* ».

Des aspirations aux teintes populaires

Certains aspiraient à faire émerger un art russe, consacré à la réalité et préoccupé de justice sociale. Dans le domaine de la peinture, une rupture eut lieu en 1863 avec le départ de l'Académie de treize artistes qui formèrent, grâce à la protection du mécène Tretiakov, la Société des expositions ambulantes. L'idée était de sortir des milieux privilégiés des grandes villes pour peindre d'après la réalité. Leur réalisme social se voulait une dénonciation des abus et du sort injuste réservés à la population. Ils ne souhaitaient pas seulement montrer la souffrance des masses, mais aussi leur grandeur, comme Repine dans *Les Haleurs de la Volga (*en couverture de cet ouvrage).

Vers de nouvelles générations

La génération d'opposants des années 1840 était animée par des nobles honteux de leurs privilèges. Ils voulaient lutter contre le servage, mais parvenaient tout juste à le dénoncer. Tourgueniev la décrivit plus tard, par opposition à la génération plus radicale des années 1860, dans son roman *Pères et fils*.

Dans cette nouvelle génération, plus diverse, se retrouvaient des nobles ruinés, mais aussi des officiers subalternes, des fonctionnaires, des séminaristes et des étudiants. Les débats en cours prolongeaient ceux du début du siècle entre les occidentalistes, tournés vers l'Europe, et les slavophiles, qui imaginaient une voie originale pour la Russie, évitant le capitalisme et la corruption de la société traditionnelle par l'argent. Les jeunes reprochaient aux anciens leur modération, et de ne protester qu'en paroles contre le tsar. Eux voulaient une société nouvelle, guidée par la science et la raison. Ces premiers « nihilistes », reniant l'ordre social dominant, étaient influencés par des écrivains contestataires comme Herzen.

À partir de 1857, dans son journal *La Cloche,* publié à l'étranger, celui-ci dénonçait les inégalités sociales et la répression des décembristes. Passionné par Hegel et Saint-Simon, saluant l'émancipation des serfs, il soutint l'insurrection polonaise de 1863. Mais ce fut Tchernychevski qui eut le plus d'influence sur cette génération. Ses écrits, dont le célèbre *Que faire ?*, affirmaient la nécessité de la lutte de classes, fruit de contradictions inconciliables, mais aussi son rejet des valeurs religieuses et des contraintes sociales. Il proposait de mettre fin à la division entre travail manuel et intellectuel, d'améliorer les relations humaines en les fondant sur des échanges culturels, ainsi qu'une égalité volontaire entre femmes et hommes. Cette époque fut riche en tentatives d'émancipation féminine. À la campagne, au sein de familles nobles, des jeunes filles décidaient de se couper les cheveux, s'affirmaient nihilistes et se lançaient dans l'étude des sciences. Rejetant leur milieu d'origine, elles louaient à plusieurs des appartements pour y créer des « communes » ou allaient rejoindre une université à l'étranger.

L'influence du soulèvement en Pologne

Le soulèvement polonais de 1863 a radicalisé cette génération. Dans la foulée de l'abolition du servage se développa une agitation dans les universités, dès octobre 1861 à Saint-Pétersbourg. Elle aboutit à la suppression de l'uniforme obligatoire, au changement des règles d'accès à l'université et finalement au nouveau statut universitaire de 1863. Des espoirs d'autonomie s'emparèrent de l'intelligentsia polonaise, en particulier à l'université de Varsovie. Mais le tsar décida d'y répondre par la fermeté. Les étudiants rebelles, condamnés à être incorporés dans l'armée, se cachaient à la campagne et dans les provinces allemandes voisines. Mais la Prusse empêcha les insurgés de s'enfuir et les livra à la Russie. Les tribunaux

ordonnèrent 1 468 exécutions et de nombreuses condamnations à l'exil en Sibérie. Le tsar décida que désormais l'enseignement dans les universités polonaises se ferait en russe, sous le contrôle du ministère de l'Intérieur. L'autocrate avait été surpris par la réaction de la jeunesse russe. Les plus radicaux n'hésitaient pas à soutenir la révolte contre leur propre pays, invitant même les soldats à refuser d'aller combattre leurs « frères polonais », proclamant le droit des peuples à l'autodétermination, y compris à se séparer de l'État russe.

À travers les réformes, le tsarisme avait souhaité trouver un chemin vers les intellectuels contestataires. Leur déception se transforma en colère suite à la répression en Pologne. En rupture avec son milieu, hostile aux mœurs de la noblesse, du clergé et de la bureaucratie, l'intelligentsia s'opposait de plus en plus à l'État lui-même. Dans son esprit, si le peuple restait passif, c'était à elle que revenait la tâche de mettre le feu aux poudres. De cette évolution naquit une première organisation, Terre et liberté, avec comme programme la république démocratique et comme moyen le terrorisme individuel. Issu du groupe de Moscou, l'étudiant Karakozov tenta le premier un attentat contre le tsar, à la sortie du palais d'Été, le 4 avril 1866. En parallèle se constituait, la même année, un groupe de conspirateurs, l'Association de la vengeance populaire. On trouvait à sa tête Netchaïev, un instituteur qui prônait la rupture avec la société et son milieu d'origine, le secret et la fidélité absolue à l'organisation, idées qu'il résuma dans son *Catéchisme révolutionnaire*. Il fixa le déclenchement de l'insurrection au 19 février 1870. Dans son esprit, elle devait commencer dans la capitale et les universités, se prolonger ensuite dans les villes et s'étendre enfin aux masses populaires. Mais le soulèvement, préparé secrètement, n'eut pas lieu. En revanche, un des membres de l'organisation, soupçonné par les

autres de trahison, fut retrouvé assassiné. Après un long séjour à l'étranger, Netchaïev fut extradé en Russie et condamné à vingt ans de travaux forcés.

Ces quelques années, de l'attente d'un soulèvement populaire aux premières proclamations révolutionnaires et à l'attentat contre le tsar, s'achevaient par un tournant dans la politique de l'autocrate. Tchernychevski, rédacteur en chef de la revue *Le Contemporain*, fut arrêté et condamné au bagne à perpétuité en Sibérie. Il n'obtint qu'en 1889 le droit de revenir à Saratov, pour y mourir. La réaction s'affirmait par la nomination aux postes importants d'hommes à poigne comme le comte Chouvalov, à la tête du corps des gendarmes.

Le courant populiste des années 1870

La fin dramatique de la tentative de Netchaïev avait entraîné le rejet des organisations clandestines par la jeunesse contestataire. Le centralisme et la discipline n'étaient plus compris comme des nécessités dans une lutte contre ce régime féroce, mais perçus comme une source d'abus et de dérives criminelles. On mettait sur le dos du *Catéchisme révolutionnaire* les échecs dus au manque d'articulation entre une organisation, nécessairement clandestine pour survivre sous la dictature, et le soulèvement des masses. Sans être niées, la mobilisation des classes populaires et leur prise de conscience politique, conditions essentielles d'une éventuelle victoire, étaient considérées par Netchaïev comme allant de soi. Le mouvement de la jeunesse conserva néanmoins son élan et surtout, l'envie de se dévouer corps et âme à la collectivité jusqu'à en oublier toute préoccupation de confort personnel ou d'épanouissement individuel. L'échec des doctrines nihilistes et des premières tentatives

terroristes avaient orienté les réflexions des jeunes en révolte vers la nécessité de se lier aux masses.

Dès 1869, des cercles se reformaient dans les villes. Quelques tracts étaient distribués aux ouvriers, en lien avec l'Association internationale des travailleurs (la Première Internationale). Sa section russe, née en 1870, s'était nourrie des échos de la Commune de Paris. Mais le travail s'orientait surtout vers les paysans. L'idée mûrissait d'une « marche au peuple » et, à partir de 1873, la fine fleur de la jeunesse intellectuelle se répandait dans les campagnes pour y porter la parole révolutionnaire. Sans organisation, elle n'avait d'autre programme que d'affirmer la nécessité d'une révolution. Grâce à la « *pensée critique* », clamaient ces jeunes révoltés, l'étincelle allait « *mettre le feu à la forêt et à la steppe* ». Pendant les vacances d'été, ils marchaient à plusieurs milliers vers des régions qui avaient connu des soulèvements agraires par le passé, la Volga, les rives du Don ou encore l'Ukraine. Loin de se limiter à une passade estivale, ils renonçaient à toute carrière et souhaitaient devenir instituteurs, infirmiers, ouvriers agricoles ou bateliers. Habillés pauvrement, ils étaient portés par leur enthousiasme et leur idéalisme.

Ils se nourrissaient des écrits de nouveaux maîtres à penser, d'abord de Lavrov et de ses *Lettres historiques* de 1868-1869. Il y développait l'idée qu'à chaque étape le progrès passait par la prise de conscience d'une minorité de la classe intellectuelle. Même si les rythmes généraux des évolutions sont liés aux conditions d'existence des masses, une minorité agissante et déterminée, écrivait-il, pouvait l'accélérer. Sa tâche se résumait à expliquer au peuple l'injustice qu'il subissait. Lavrov expliquait de plus, dans son journal *En Avant* publié en Suisse, que l'arriération de la Russie pouvait se transformer en atout. Avoir échappé au capitalisme permettait

d'accéder au socialisme en s'appuyant sur les traditions communautaires du *mir*.

Dans la jeunesse, Bakounine était l'autre idole du moment. Livré au tsar par la Prusse après 1848, envoyé au bagne où il perdit toutes ses dents, il s'en était évadé par l'Extrême-Orient, le Japon, puis les États-Unis. Le principal obstacle était selon lui la vénération des masses pour le tsar. Il affirmait la nécessité d'avoir recours aux instincts des paysans les plus pauvres, aux déclassés, voire aux brigands, et d'appeler à la destruction générale, y compris par le feu, afin de reconstruire ensuite une société nouvelle.

Vers de nouvelles déceptions

Confondant son enthousiasme avec la mise en mouvement d'une société villageoise, la jeunesse intellectuelle se heurta brutalement à la réalité. La campagne restait désespérément calme. De plus, les paysans regardaient avec scepticisme l'arrivée de ces citadins cultivés, mal assortis à leurs vêtements usés. À la grande surprise de ces jeunes, ce furent souvent ceux qu'ils venaient éclairer qui, déroutés par les discours de ces « *jeunes messieurs aux mains blanches* », les livrèrent aux autorités. 4 000 furent arrêtés, près de 700 passèrent en jugement, dont 150 jeunes femmes.

La déception fut à la hauteur des illusions. Elle entraîna un changement d'orientation. Dès 1874 se forma un groupe avec des relais en province, favorable à des manifestations de rue, mais surtout partisan du terrorisme. Les premiers échos vinrent du monde ouvrier naissant, avec la création de l'Union des ouvriers de la Russie méridionale, autour d'Odessa, qui compta jusqu'à 200 membres. Mais le découragement vis-à-vis des masses prenait le dessus. Les jeunes révolutionnaires, isolés, se comparaient à des « *poissons voulant percer la glace* ». Des débris de la marche au peuple naquit en

1878 une société secrète, reprenant le nom de Terre et liberté. Très vite, elle se divisa sur les orientations à prendre. Une minorité se regroupa autour d'un certain Plekhanov, un jeune populiste qui avait prononcé son premier discours public lors d'une manifestation à Saint-Pétersbourg en 1876. Davantage centrée sur la propagande et l'organisation dans les campagnes, cette minorité fonda le Partage noir. Mais l'essentiel des membres, partisans du terrorisme, se rassembla dans La Volonté du peuple.

La Volonté du peuple

Le 5 février 1878, armée d'un revolver, Vera Zassoulitch blessait le général Trepov, préfet de police de Saint-Pétersbourg, qui avait fait fouetter un étudiant emprisonné. Naissait alors le premier courant révolutionnaire d'envergure en Russie. Les *narodniki*, ou populistes, reprirent le programme de Terre et liberté : une révolution populaire prenant appui sur la communauté agraire traditionnelle. Ils étaient convaincus du rôle des minorités éclairées. Ils avançaient l'idée de donner la terre au peuple, les fabriques aux ouvriers et de fonder une République en convoquant une Assemblée constituante. Mais, tout en défrichant les traits fondamentaux des futurs programmes révolutionnaires, l'essentiel pour eux devint le terrorisme individuel. L'écho retentissant du procès de Vera Zassoulitch et de son acquittement les y encouragea. Lors d'une conférence, en juin 1878, les membres de La Volonté du peuple décidèrent de tuer le tsar. Après l'échec de tentatives plus ou moins rocambolesques de faire dérailler son train ou de faire éclater des bombes dans la salle à manger de son palais, ils y parvinrent finalement le 1er mars 1881, lors d'un attentat commis en pleine rue. La direction de La Volonté du peuple s'en prenait aux représentants directs du pouvoir, de hauts personnages détestés (officiers de gendarmerie, procureurs)

auxquels elle envoyait les motifs de leur condamnation à mort. Malgré la traque policière, la mise en place de tribunaux militaires et l'exécution de trente et un révolutionnaires, les attentats ne cessèrent pas jusqu'à la mort du tsar. Le dévouement à leurs idées et le courage de cette poignée d'hommes et de femmes marqua la mémoire de générations de révolutionnaires.

Leur lutte ne pouvait vaincre un appareil d'État. La cadence de la répression dépassait le rythme des nouvelles vocations que les abjections du système autocratique faisaient naître. Avec l'isolement, la perspective d'une insurrection des masses s'éloignait. Toute leur énergie et leurs ressources étaient dévorées par la préparation des attentats. Ils devenaient un moyen d'intimidation du tsar, se substituant à la lutte des masses, pour accéder aux libertés démocratiques. Les principaux dirigeants, arrêtés peu après, avaient espéré que la mort du souverain provoquerait un soulèvement populaire, mais il n'en fut rien.

Avec la fin de La Volonté du peuple s'achevait l'espoir de toute une génération de « *mettre le feu aux campagnes par l'étincelle de l'intelligentsia* » et d'abattre ainsi le tsarisme. Sa nature autocratique l'avait empêché d'abolir véritablement le servage. Mais les changements sociaux engendrés par la pénétration de l'économie moderne en Russie à la fin du XIX^e^ siècle allaient transformer le régime en un chaudron explosif.

Deuxième partie

Décollage économique et nouvelles perspectives (1881-1903)

Chapitre I

Le renforcement de l'autocratie

Malgré la volonté affichée du régime d'imposer un retour à l'ordre, ces années 1881-1903 virent une transformation profonde de la Russie. Rapidement, les prétentions du tsar de régenter l'ensemble de la société par le *knout* se révélèrent vaines. L'apparition de bassins industriels, l'ébranlement des campagnes par la croissance des échanges monétaires, offrirent un terreau fertile aux idées venues d'Occident. En rupture avec leur classe d'origine et le régime en place, les jeunes les plus déterminés n'étaient plus seulement animés par leur fougue. Ancrés dans la réalité sociale, ils adoptaient une démarche se voulant scientifique, et en tout cas pragmatique, qui allait contribuer à réorienter le cheminement politique de la Russie.

Un nouveau souverain pour rétablir l'ordre

Dès son discours du 29 avril 1881, en symbiose avec le tournant réactionnaire de la noblesse, le nouveau souverain Alexandre III annonçait son intention de renforcer le caractère « *inébranlable* » de l'autocratie.

Pour maintenir l'ordre, la « loi sur l'état de protection renforcée » fut promulguée en août 1881. La suspension des libertés individuelles et les décisions d'exil relevaient de l'administration. En août 1881 était instituée l'Okhrana, la police politique. La

proclamation de l'état d'urgence eut pour résultat l'anéantissement momentané de l'opposition révolutionnaire. Après l'exécution des cinq terroristes accusés de régicide, la fin de La Volonté du peuple fut marquée par l'arrestation de la dernière survivante de son Comité exécutif, Vera Figner, enfermée durant vingt ans dans la forteresse de Schlüsselburg. Impuissance face à la répression, absence de relève, recul des idées jusqu'à la conversion de certains au tsarisme : la démoralisation se généralisait dans les rangs de l'intelligentsia. Beaucoup sombraient dans le scepticisme, se réfugiant dans la médecine ou l'ouverture d'écoles.

Régenter les esprits

Le ministre de l'Intérieur promulgua les Règlements provisoires. La presse était censurée à titre préventif et certains sujets, l'activité des *zemstvos* ou les grèves, furent proscrits. Neuf périodiques sur quatorze cessèrent de paraître entre 1883 et 1885. Les livres d'Ibsen, de Tolstoï ou de Hugo furent interdits. En 1884, les écoles primaires furent placées sous le contrôle du Saint-Synode. Une circulaire de 1887 interdisait l'accès des lycées aux « *gens de basse extraction pour éviter, ainsi qu'une longue expérience l'a prouvé, qu'ils méprisent leurs parents et qu'ils se révoltent contre les inégalités sociales qui existent et sont inévitables* ». Les frais universitaires furent quintuplés et le nombre des étudiantes limité. Les universités furent placées sous la tutelle du gouvernement.

Une administration où règne l'arbitraire

Le pouvoir supprimait les derniers vestiges de la réforme judicaire. En 1889, l'indépendance des juges était abolie et la compétence des jurys réduite. Les juges de paix furent remplacés par des

fonctionnaires nommés par les autorités, le maniement du poing et du fouet faisant office d'enquête.

La tutelle sur les *zemstvos* fut renforcée. Le poids des élus de la noblesse s'accentua avec la création d'un chef de commune rurale choisi dans ses rangs. Il détenait le droit de bastonnade, d'arrestation et même de déportation. Les modes de scrutin étaient modifiés pour diminuer la représentation populaire au sein des rares institutions élues. En 1892, le relèvement du cens permettant d'accéder au droit de vote supprima les deux tiers des électeurs des villes.

La « prison des peuples »

La politique de discrimination s'intensifiait à l'encontre des non-Russes, accroissant l'oppression des minorités qui formaient pourtant près de la moitié de la population. Déjà sous Alexandre II, les régions polonaises avaient perdu toute autonomie, devenant les Provinces de la Vistule. En 1876, les Ukrainiens se voyaient interdire toute publication dans leur langue. En Finlande, l'État tsariste imposa en 1898 les règlements du service militaire russe. La situation des populations juives s'aggrava brutalement. Le statut de 1882 les obligea à résider dans la partie occidentale du pays, la « zone de résidence », hors des campagnes où il leur était interdit de louer ou de posséder des terres, mais aussi hors des grandes villes à l'exception de quartiers spéciaux comme à Kiev. Les rives de la Baltique et de la mer Noire furent interdites aux Juifs. En plus d'être soumis à des impôts spéciaux, leur présence à l'université fut limitée à 10 % des effectifs dans les territoires réservés. Certaines professions libérales leur étaient proscrites. Tout un climat était entretenu par le pouvoir à travers des campagnes antisémites flattant la prétendue supériorité des Grands-Russes. Ajoutées à la pratique des conversions forcées par l'Église orthodoxe, des expéditions violentes

contre les communautés juives (*pogroms*) se déroulaient sous le regard bienveillant de la police. Un million de Juifs quittèrent la Russie. Pour d'autres, ces persécutions furent une motivation supplémentaire pour rejoindre le mouvement révolutionnaire.

À la mort d'Alexandre III, en 1894, son fils Nicolas II lui succéda. Marqué par la hantise des complots, celui-ci reprit à son compte les principes autocratiques. Mais ceux-ci étaient de plus en plus inadaptés à l'évolution de la société.

Chapitre II

Le développement économique

Un retard profond

Longtemps le développement industriel se heurta autant à la politique de l'État qu'à l'arriération générale de la société. En 1860, les industries se résumaient à la transformation des matières premières alimentaires et à quelques centres textiles, comme les cotonnades autour de Moscou, qui employaient les quatre cinquièmes des ouvriers (environ 600 000 au total). Jusqu'à la création en 1860 d'une banque d'État, il n'existait qu'un système de crédit primitif qui ne répondait qu'aux besoins des propriétaires terriens. La monnaie était fragile, encore plus depuis les dépenses occasionnées par la guerre de Crimée et la guerre russo-turque de 1877-1878. Les recettes budgétaires reposaient sur des impôts iniques et arbitraires. Les paysans en fournissaient l'essentiel, avec des montants variant d'un à six pour la même surface de terres. La majorité des recettes de l'État provenaient d'impôts indirects comme la taxe sur l'eau-de-vie qui, ajoutée aux droits de douane, pouvait représenter certaines années un tiers des rentrées fiscales.

Les facteurs de développement

La prise de conscience du rôle de l'arriération économique dans les défaites militaires provoqua un tournant au sommet de l'État.

Désormais, le renforcement du tsarisme passait par le développement industriel et la réduction des importations.

Pour financer le développement, l'État devait attirer des capitaux étrangers. En plus de sa garantie, il offrit le doublement des taux d'intérêt pratiqués en Europe. Cette politique fut menée par Witte, d'abord ministre des Travaux publics, puis des Finances entre 1892 et 1903. Il tenta de favoriser la jeune industrie russe par le protectionnisme. Les tarifs douaniers furent multipliés par cinq entre 1884 et 1887. Les premières banques privées apparurent dès 1864 à Saint-Pétersbourg, bientôt suivies par la Banque de commerce de Moscou. Pour financer le développement, l'État augmenta les impôts indirects, s'arrogea le monopole de la vente de vodka et favorisa la pénétration de capitaux étrangers. Il encouragea l'installation directe de sociétés étrangères sur le territoire russe. Pour financer ses projets, il plaça des emprunts (dix milliards de roubles-or) sous forme d'obligations sur les marchés allemand, britannique et français. Parfois de nouvelles sociétés russes étaient cotées en Bourse en Europe occidentale. Entre 1890 et 1900, les investissements étrangers passèrent de 200 à 900 millions de roubles, soit environ la moitié du capital des sociétés par actions en Russie. Dès 1875, les capitaux de la bourgeoisie française étaient présents dans les mines du Sud et dans l'éclairage de Saint-Pétersbourg. Avec l'alliance diplomatique entre la France et la Russie en 1891, le phénomène s'élargit à la production de gaz et à l'industrie textile.

L'industrie était née en Russie dans des conditions particulières. L'État, en tant que principal commanditaire, en avait orienté le développement, mais sous la dépendance financière et technologique de l'Occident. L'essor fut rapide, parallèle à celui du commerce extérieur – multiplié par sept en quarante ans. Mais il se limitait à quelques secteurs, aux lieux d'extraction (mines, puits

de pétrole) et à la périphérie des grandes villes. Le développement industriel était passé par-dessus les étapes intermédiaires avec, dès le départ, un haut degré de technologie et de concentration de la main-d'œuvre. Dans ces grands établissements, les idées révolutionnaires se diffusèrent rapidement, donnant à la classe ouvrière un rôle politique largement supérieur à son poids numérique.

Dans le domaine des transports

Au milieu du XIX^e^ siècle, le système des transports de l'Empire se résumait à de mauvaises routes et quelques centaines de kilomètres de voies ferrées. En 1858, la Russie comptait 20 kilomètres de voies ferrées par million d'habitants contre 536 en Grande-Bretagne. Dès 1857, à l'initiative du pouvoir central, était créée la Grande société des chemins de fer. Son conseil d'administration était aux mains d'aristocrates russes, mais dominé par des capitaux venus des grands établissements financiers européens (banques Barings, Pereire et Seillière). Après avoir densifié le réseau autour de Moscou et Saint-Pétersbourg, de grandes lignes étaient construites entre Moscou et Iaroslav, ainsi qu'entre Saint-Pétersbourg et Varsovie. On put parler de véritable fièvre ferroviaire après 1865. De 21 000 kilomètres en 1880, le réseau passa à 32 000 kilomètres en 1892, pour atteindre 60 000 en 1904. Le principal moteur en était l'État, qui possédait les deux tiers des actions des sociétés de chemin de fer. Les trains reliaient désormais les centres urbains aux zones agricoles du sud et de l'est, mais aussi aux ports d'exportation de la mer Noire et de la mer Baltique. Ils passaient par la région houillère de Donetsk, celle des mines de fer de Krivoï Rog, et s'élançaient vers l'Orient. Le transsibérien reliait Tcheliabinsk, porte de la Sibérie occidentale, à Vladivostok, sur la mer du Japon. Toute une perspective d'essor économique se dessinait, avec en point de mire

la mise en valeur des terres lointaines de Sibérie orientale. L'appel à des concessionnaires étrangers permettait en parallèle d'assurer le développement de la navigation à vapeur sur les grands fleuves comme la Volga. On passa de 200 bateaux à vapeur en 1860 à 1 400 en 1900.

L'industrie en Russie

Au sortir de la crise économique internationale de 1860, l'industrie textile repartit de plus belle. S'appuyant sur de grandes entreprises comme Prokhorov ou Zindel, la production doubla entre 1887 et 1897. Moscou comptait alors 667 fabriques textiles, dont les quatre cinquièmes avaient été créés après l'émancipation des serfs. Le tissage de la laine fut multiplié par trois entre 1853 et 1890.

La croissance volontariste du chemin de fer entre 1861 et 1890 avait offert un immense marché à la métallurgie. Au début, tout arrivait de l'étranger, des traverses aux locomotives, en passant par les wagons et les ponts. Mais la politique protectionniste, assortie de restrictions d'achat à l'étranger, changea rapidement la donne. Dès 1875, la production intérieure couvrait la moitié des besoins et, en 1880, les trois quarts du matériel roulant étaient fournis par l'industrie russe. La production de fer avait mis du temps à surmonter la disparition des serfs-ouvriers. La production de l'Oural ne retrouva son niveau antérieur qu'en 1877. L'essor s'accompagna de la mise en valeur des gisements de fer et de charbon du nord de la mer Noire. Ce fut aussi la période de développement du bassin du Don (Donbass), comptant dès 1899 dix-sept grandes usines métallurgiques et vingt-neuf hauts-fourneaux. Les volumes de production grimpèrent très vite entre 1886 et 1899 : ceux du fer quadruplèrent,

ceux de la fonte quintuplèrent. La production annuelle de locomotives passa de 83 à 875.

Le secteur pétrolier explosa. À Bakou régnaient les entreprises Nobel et Rothschild qui contrôlaient les forages et le transport par citerne vers les marchés de Londres et du Proche-Orient. La production de naphte fut multipliée par quatorze en quatorze ans. Dès 1898, la Russie devint le premier producteur mondial de pétrole.

À l'aube de la prospérité ?

Le diagnostic d'une Russie souffrant d'un état retardataire chronique était-il contredit par le boom industriel de la dernière décennie du XIX^e^ siècle ? S'en tenir aux chiffres de croissance économique donne une image déformée, car la Russie était partie d'un niveau de production quasi nul au moment de l'abolition du servage. La volonté de l'État, l'afflux d'une main-d'œuvre libre et l'arrivée massive de capitaux étrangers donnèrent un temps l'illusion de la naissance d'une nation industrielle. Mais cet envol relatif se devait d'être mesuré au regard des grandes puissances. À la veille de la Première Guerre mondiale, le revenu par habitant restait en Russie dix fois inférieur à celui des États-Unis. Les quatre cinquièmes de la population active étaient paysans. Et le niveau d'équipements du pays continuait d'en faire un des pays les plus arriérés d'Europe. Pour cent kilomètres carrés de territoire, on comptait 400 mètres de chemin de fer en Russie contre 11 700 en Allemagne.

Néanmoins, l'essor rapide donnait à la Russie une structure industrielle spécifique. 40 % des entreprises russes étaient apparues dans les dix dernières années du siècle, souvent des usines clé en main installées par des entrepreneurs européens. Cela donnait un caractère très concentré au secteur industriel. Alors que l'industrie n'employait qu'une infime partie de la population active, elle

contribuait à une grande part de la production de richesses. La concentration des bénéfices au sein des grandes entreprises atteignit un niveau supérieur à celui de l'Allemagne (1,7 % d'entre elles concentrant 45 % des bénéfices). La taille des usines était exceptionnelle, même comparé à des économies jeunes et en plein essor : les entreprises de plus de 1 000 salariés rassemblaient 41,4 % des ouvriers russes, alors que leur proportion atteignait 17,8 % aux États-Unis. Et ce phénomène était encore plus accentué à Saint-Pétersbourg (44 %) et à Moscou (57 %). Dans une Russie sortant à peine du Moyen Âge, existaient des unités géantes comme les usines Poutilov, avec 12 000 salariés.

Le parasitisme croissant de la noblesse

La perte d'une partie de ses domaines avait peu atteint la noblesse. Conservant ses palais à Moscou et à Saint-Pétersbourg, on la rencontrait plus à Baden-Baden en Allemagne, en Suisse sur les rives du lac Léman ou à Paris. Au lendemain de la révolution de 1917, rien que chez la princesse Chouvalov, le nouveau pouvoir allait confisquer au profit du musée des Beaux-arts de Moscou 73 tableaux de maîtres, 26 sculptures, sans compter les tapisseries des Gobelins, les bronzes italiens ou encore les ivoires. Maintenant un train de vie somptueux, les nobles partageaient leur journée entre les jeux d'argent, les dîners fastueux et les ballets à l'Opéra. Ayant vécu jusque-là du travail gratuit des serfs et des largesses de l'État, ils surent s'adapter. Leurs emprunts étaient déduits des certificats de rachat des terres garantis par l'État. Une fraction de la noblesse se lançait dans la modernisation des exploitations pour obtenir un meilleur rendement des terres. Mais les besoins immédiats, l'importance des investissements nécessaires et le désintérêt social l'emportèrent souvent. Beaucoup de propriétaires choisissaient

d'affermer leurs domaines, ou même de les vendre comme celui de *La Cerisaie* de Tchékhov. À la fin du siècle, la noblesse avait revendu la moitié des terres conservées à l'issue de l'abolition du servage. Mais les grandes familles, les Cheremetev, les Chouvalov, conservaient leur influence à la cour, intervenant dans la nomination des ministres et des hauts fonctionnaires.

Une bourgeoise atrophiée

Quelques capitaines d'industrie apparurent, Mamontov dans la construction ferroviaire, Pastoukov dans la métallurgie ou dans le textile à Moscou. Mais cette bourgeoisie n'aspirait encore qu'à singer la noblesse. Elle rachetait des hôtels particuliers richement meublés, des chevaux de course. Ses membres exhibaient lors de dîners mondains les parures somptueuses de leurs épouses, habillées à la dernière mode de Paris. Ils jouaient aux mécènes, comme Tretiakov avec sa galerie d'art ou encore Mamontov et son Opéra. Cette mince couche d'industriels vivait dans l'ombre protectrice du tsarisme, profitant de la stabilité offerte par le régime. L'essor économique renforçait l'influence des capitaux étrangers et il ne restait que peu d'espace à la bourgeoisie russe, tard venue et méprisée par les cercles du pouvoir. Ses velléités libérales se limitaient à des dons parfois généreux aux mouvements les plus contestataires, avant que la révolution de 1905 ne vînt lui rappeler qu'ils menaçaient sa propre existence.

Chapitre III

Les difficultés du monde rural

Une situation momentanément plus favorable

À l'issue de l'abolition du servage, le pire était à craindre. Les paysans libérés se retrouvaient avec des surfaces agricoles insuffisantes. Ils étaient désormais non seulement endettés, mais obligés de se louer aux propriétaires pour avoir un revenu complémentaire. Les difficultés furent masquées un temps par la conjoncture internationale. La demande sur le marché mondial permit de multiplier par cinq en valeur les exportations agricoles entre 1860 et 1880. La politique de développement des transports avait diminué leur coût. Des propriétaires des villes et des paysans riches avaient l'opportunité de s'équiper en matériel moderne, d'augmenter l'usage des engrais et d'accélérer la rotation des cultures.

Une agriculture qui reste fondamentalement arriérée

Mais avec le retournement de la conjoncture et l'apparition de nouveaux concurrents sur le marché international, les prix des céréales furent divisés par deux. La pauvreté des paysans, l'atomisation des terres, l'importance du montant des fermages, aggravaient l'arriération du monde agricole. Entre 1881 et 1901, le ratio de chevaux pour cent habitants passa de 26 à 17. Au même moment, la

population augmentait à un rythme soutenu (+ 65 % en quarante ans). Au final, la récolte de produits alimentaires par habitant baissa de 7 % pendant les vingt dernières années du siècle.

La « faim de terres »

Les surfaces insuffisantes obtenues lors de l'abolition du servage diminuèrent encore. Les familles rurales ne possédaient plus en 1900 que la moitié des lots qui leur avaient été attribués en 1861. De nombreux paysans endettés vendirent leur terre et formèrent un prolétariat rural comptant 4 millions d'ouvriers agricoles. À l'opposé, 115 000 nobles possédaient 80 millions d'hectares. L'essentiel des transferts de terres se fit au profit de la bourgeoisie des villes qui acquit de grands domaines (de 847 hectares en moyenne).

La lutte pour l'existence

Partout dans les campagnes s'observait une montée des inégalités. Léon Tolstoï écrivait alors dans une lettre : « *La masse des paysans est placée dans les conditions économiques les plus dures : manque de terre, lourde taille* [impôt], *tandis qu'à deux pas d'immenses espaces sont laissés à l'abandon. Une misère constante, la nécessité permanente de se battre pour le moindre morceau de pain empêchent le paysan de réfléchir, de regarder autour de lui, de s'interroger sur le sens de sa vie.* » Le montant des fermages avait été multiplié par huit depuis 1861 et il absorbait parfois quatre cinquièmes du revenu. L'alimentation des paysans restait pauvre. Lard ou viande n'apparaissaient sur la table que deux ou trois fois par an. Face aux famines récurrentes (1868, 1890-1891), les réactions du gouvernement furent tardives et souvent dérisoires. Même les dons de semences faits par les *zemstvos* ne couvraient pas les besoins immédiats.

Une solution était de quitter le village, comme le firent 30 à 50 % de la population adulte pendant cette période. Certains étaient tentés par la colonisation des « terres lointaines ». La population de Sibérie passa de 2,6 millions en 1838 à 5,7 millions en 1897. Mais, pour beaucoup, ce fut l'exode vers les villes ou encore l'Europe, souvent une étape vers le territoire américain. En 1897, la population urbaine ne se montait encore qu'à 13 % du total, soit 16,3 millions de citadins. Mais elle avait augmenté d'un tiers en douze ans.

Face à cette dégradation, l'État réagit mollement. Il supprima en 1883 « l'état temporaire » mettant fin (sur le papier) aux corvées et aux redevances seigneuriales pour les anciens serfs. Quant à la création d'une Banque paysanne, ses taux d'intérêt élevés rendaient impossible l'accession à la propriété. La famine de 1891 et ses centaines de milliers de morts allaient provoquer une vague d'indignation dans le pays et réveiller l'hostilité contre ce pouvoir indifférent au sort du peuple.

Chapitre IV

La formation d'une classe ouvrière

De rares îlots de prolétaires

Les prolétaires russes étaient environ trois millions en 1900, une part très réduite de la population, issus des migrations récentes de paysans. Attachés à la terre, ils disparaissaient des ateliers lors des grands travaux agricoles. Leur nombre s'accrut rapidement à la fin du XIX^e^ siècle. Entre 1861 et 1897, les ouvriers du textile passèrent de 309 000 à 642 000, ceux de l'industrie de 1,2 à 2 millions. Le nombre des ouvriers de la métallurgie augmenta de 167 %, tandis que le nombre de cheminots atteignit 414 000.

À la limite de la survie

Les conditions de travail et de vie étaient terribles, souvent proches de celles de la classe ouvrière en Angleterre à ses débuts. La norme de douze à quatorze heures de travail par jour était souvent un minimum. Les salaires étaient dérisoires, 18 à 22 roubles pour les hommes, la moitié pour les femmes et le quart pour les enfants. La paie, lorsqu'elle était versée, était en général amputée d'un quart en raison des amendes pour le moindre retard ou pour s'être écarté d'un détail du règlement intérieur. Les ouvriers en étaient souvent réduits à dormir dans des dortoirs au sein même de l'usine, sorte de maison-caserne où plusieurs familles par pièce s'étendaient à

même le sol. Ailleurs ils s'entassaient dans des baraquements aux portes de l'usine, les « coins » à Saint-Pétersbourg. L'espérance de vie était brève en raison de la mortalité infantile élevée et de la dangerosité du travail. Certains ouvriers embauchaient à la journée sur le marché de Khitrov, le même qui servit d'arrière-plan à la pièce de Gorki *Les Bas-fonds*. Pour permettre la simple survie de cette main-d'œuvre que la police estimait « *à la limite du désespoir* », l'État tsariste prit quelques mesures tardives de protection. Mais l'inspection des fabriques jouait un rôle de spectatrice, impuissante à imposer dans les faits le maigre droit du travail.

Une situation potentiellement explosive

L'extrême concentration des ouvriers leur donnait un rôle social et politique considérable. La formation rapide de la classe ouvrière, dans un contexte d'exploitation brutale et de régime despotique, donna dès ses origines un caractère explosif au mouvement ouvrier russe. Il revendiquait l'amélioration des conditions de vie, mais dénonçait aussi immédiatement le régime en place. Les grèves étant interdites, toute proclamation illégale, les cercles ouvriers ne pouvaient qu'être clandestins. Le mouvement ouvrier naquit en janvier 1885 avec la grève des tisserands de la région de Moscou contre des réductions de salaire. Le gouvernement décréta dans la foulée l'interdiction du travail de nuit des femmes et des enfants. Après la crise de 1890-1892 les grèves reprirent, avec souvent un caractère politique. La répression des manifestations du Premier mai pour la journée de huit heures n'empêcha nullement le développement des protestations, mais provoqua au contraire une contestation du régime. Un an après les grèves du textile de Saint-Pétersbourg, en mai-juin 1896, le gouvernement fit adopter une loi réduisant la

journée de travail à onze heures et demie. Mais les grèves ne s'arrêtèrent pas et s'étendirent autour de Bakou et de Riga.

La question sociale immédiatement posée

Les grèves inquiétaient le pouvoir car elles furent accompagnées dès l'origine par le mouvement socialiste. La première manifestation avec drapeau rouge en tête datait du 6 décembre 1876 à Kazan. Dès la naissance du prolétariat, certains de ses membres se regroupèrent au sein d'organisations contestant le régime en place, telle la Société des ouvriers du Nord fondée en 1878.

Les grèves étaient souvent tempétueuses, accompagnées du saccage des fabriques. Le régime tenta de les contenir. Après la grève du textile, il fit promulguer le 3 juin 1886 une loi qui obligeait les patrons à payer les salaires en liquide et à date fixe. Ces mesures traduisaient une inquiétude plus générale. Comment contenir ces concentrations ouvrières alors qu'il existait si peu de couches intermédiaires susceptibles de jouer un rôle d'amortisseur entre elles et les classes dirigeantes ? La bourgeoisie russe était trop faible pour jouer ce rôle, et elle se heurtait à un prolétariat actif, développé par l'intervention de la bourgeoisie européenne. Les aspirations des bourgeois libéraux furent vite découragées par la crainte d'un ébranlement général qui, s'étendant au monde paysan, pourrait remettre en cause toute forme de propriété.

Chapitre V

Le réveil de l'intelligentsia

De nouvelles réflexions

L'intelligentsia avait sombré dans la prostration après l'effondrement de La Volonté du peuple. Mais la réaction politique ne put contenir longtemps le développement des idées d'opposition, remises au goût du jour par l'ampleur des transformations économiques et sociales. Les premiers coups de boutoir du prolétariat y contribuèrent largement.

Une fraction des intellectuels se tournait vers le socialisme. Ils voulaient dépasser l'idée abstraite de démocratie qui avait eu le temps de montrer ses limites. Herzen avait fait le constat du comportement de la bourgeoisie française qui, une fois arrivée au pouvoir en février 1848, n'avait mis que quelques mois à provoquer un massacre au sein du prolétariat parisien au cours des journées de Juin. Allant au-delà des idéaux d'égalité juridique des hommes des Lumières, les membres les plus radicaux de l'intelligentsia russe aspiraient à une égalité sociale qui permettrait aux hommes d'être vraiment libres. Le débat s'ouvrit sur les objectifs du mouvement révolutionnaire, et aussi sur les méthodes à employer : rester des étudiants courageux armés de bombes ou passer sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat.

Des réponses venues d'Europe

En Europe, les révolutionnaires contraints à l'exil par la répression rencontrèrent les idées du socialisme scientifique. Le mouvement populiste avait posé les questions du pouvoir, de la violence et de l'organisation. Les soulèvements ruraux avaient placé la question agraire au centre des préoccupations des intellectuels. Mais l'agitation était venue aussi de la classe ouvrière, ce que Karl Marx saluait dans une lettre aux militants russes de la Première Internationale : « *Votre pays commence lui aussi à participer au mouvement général de notre siècle.* » Les premières participations ouvrières au mouvement social furent interprétées comme un héritage de la mentalité communautaire des paysans par les populistes. Ces derniers mettaient leur empreinte sur le mouvement ouvrier naissant. Ils lui insufflaient leurs aspirations à la liberté, reprenant à leur compte les revendications du droit de grève, mais aussi d'association, de réunion ou encore d'assemblée représentative.

Les grèves de Saint-Pétersbourg de 1878-1879 se déroulèrent en même temps que les attentats de La Volonté du peuple. Et ses membres cherchèrent à recruter de nouveaux terroristes parmi les ouvriers. Les populistes se réclamaient de Marx, dont le premier tome du *Capital* parut en russe en 1872. Sa dénonciation du capitalisme était interprétée par eux comme une condamnation morale de la mauvaise voie prise par l'Occident, et donc comme une invitation au maintien du système de vie communautaire. Les passages où Marx démontrait que la commune villageoise était, au contraire, un moyen d'asservir les paysans, furent soigneusement mis de côté. Pour l'heure l'intelligentsia révolutionnaire se divisait moins sur les objectifs à long terme que sur les nécessités immédiates. Fallait-il se limiter aux possibilités du moment, à des formes de propagande culturelle au sein des masses, ou alors préparer d'autres

échéances, une agitation dans la perspective d'une future poussée révolutionnaire ?

Premiers socialistes russes… en Suisse

La scission de Terre et liberté en 1878 avait mis sur le devant de la scène la fraction terroriste partisane de l'action immédiate. La minorité plus favorable à la propagande au sein des masses, le Partage noir, était restée sans influence. Mais ce fut ce groupe qui allait faire le lien avec les idées du socialisme et les principes de la social-démocratie.

Dans l'immigration en Suisse en 1880-1881, Plekhanov, Axelrod et Zassoulitch firent le constat qu'en Russie seuls les ouvriers étaient véritablement réceptifs à la propagande socialiste. Plekhanov en tira de multiples conclusions. Selon lui, il fallait rompre avec l'ancienne perspective de s'appuyer sur la communauté paysanne. Le développement du capitalisme en Russie entraînait de nouvelles contradictions. La généralisation de l'usage de la monnaie, l'essor des échanges de marchandises, la mise en place d'un prolétariat concentré dans les villes, entraient en opposition avec le maintien de la société traditionnelle et du pouvoir autocratique. De nouvelles forces devaient immanquablement entrer en lutte pour la liberté politique. Et c'était du côté du prolétariat naissant qu'on pourrait rencontrer les forces nécessaires pour renverser le tsarisme et parvenir au socialisme. Les ouvriers socialistes devaient avoir pour ambition de prendre toute leur place dans les combats à venir, y compris dans la lutte pour une Constitution, car la liberté politique leur était tout aussi nécessaire. De plus, le programme se devait d'affirmer la nécessité d'un partage des terres. Le rôle des intellectuels changeait. Se placer sur le terrain du marxisme impliquait de

propager ces idéaux au sein du prolétariat naissant pour qu'à l'avenir, il puisse jouer un rôle déterminant.

En 1883, ces exilés fondaient le Groupe de l'émancipation du travail. Ils choisirent au départ, non pas de s'attaquer à la question du terrorisme, mais d'insister sur le travail au sein des masses. Ils entamaient une lutte idéologique difficile contre le populisme, pendant une période de démoralisation du mouvement révolutionnaire en Russie comme en Europe, après l'écrasement de la Commune de Paris.

Des cercles marxistes en Russie

Dans le contexte d'essor industriel de la fin des années 1880, les salariés obtinrent par leur combativité une légère amélioration de leur condition de vie. Les grèves se prolongeaient souvent par des débats politiques où se mêlaient les héritages des différentes générations : échos du bakouninisme, admiration pour La Volonté du peuple et intérêt pour les idées marxistes. Assez spontanément surgissaient des cercles ouvriers à la recherche d'idées, de livres, de revues. Les rares exemplaires du *Capital* circulaient par chapitres. Des étudiants venaient s'en mêler, faisant apparaître les premiers cercles socialistes à la fin de cette décennie. On y lisait le *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, ou encore *Nos différends* de Plekhanov, qui mettait en pièce les arguments des populistes.

La renaissance du mouvement ouvrier en Occident avec la grève des dockers anglais, les résultats électoraux croissants de la social-démocratie en Allemagne malgré un régime de semi-interdiction, ou encore la fondation de la Seconde Internationale en 1889, donnèrent un coup de fouet à l'implantation des idées marxistes en Russie. En même temps que les grèves se multipliaient, de jeunes dirigeants commençaient à faire leurs preuves. Lénine, rédacteur

d'une étude sur *Le Développement du capitalisme en Russie*, participa à la création de l'Union pour la libération de la classe ouvrière en 1895. Martov, qui en était l'autre animateur principal, publia une brochure à succès : *De l'agitation*. Des sociétés ouvrières ne se créaient pas seulement à Moscou ou à Saint-Pétersbourg avec Krassine, mais aussi dans des villes industrielles, à Odessa avec Riazanov ou encore Bronstein, qui prit le pseudonyme de Trotsky.

Un cheminement complexe

Le mouvement marxiste en Russie avait suivi un cheminement complexe. Les théories scientifiques nées en Occident s'étaient mêlées aux empreintes de chaque lutte : les expériences de l'intelligentsia, le développement des grèves ouvrières et l'essor de la social-démocratie européenne. Son identité s'était forgée au travers des grands soubresauts de la société russe, et en particulier de la grande famine de 1891 en Ukraine. À cause de la sécheresse, celle-ci fut d'une gravité exceptionnelle. Le mécontentement devant l'incurie du régime éclata dans les villes et se transforma en un vaste élan pour aider les campagnes, relayé par les représentants des *zemstvos*, la presse libérale et les populistes. La position tranchée des socialistes, dénonçant l'insuffisance de la philanthropie et affirmant la nécessité de renverser le régime pour lutter efficacement contre la famine, fut confortée par les émeutes des paysans, hostiles aux libéraux venus les aider.

Troisième partie

Un régime en crise dès les premières années du XX^{e} siècle

Chapitre I

La naissance des partis politiques

L'apparition de la social-démocratie en Russie

En 1898, à Minsk, eut lieu le congrès fondateur du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), membre de l'Internationale ouvrière ou Seconde Internationale. L'arrestation dans la foulée des neuf délégués au congrès réduisit cette rencontre à une déclaration d'intentions. Ils eurent juste le temps d'adopter une proclamation commune sur le rôle du prolétariat : « *Plus on va vers l'est de l'Europe, plus la bourgeoisie se montre faible, vile et lâche, et plus les tâches culturelles et politiques incombant au prolétariat sont vastes.* » L'une des personnalités les plus marquantes, qui rejoignit le parti à ses débuts et allait en devenir l'un des principaux dirigeants, fut Vladimir Ilitch Oulianov, le futur Lénine, dont le frère avait été pendu en 1887 pour son implication dans la préparation d'attentats contre le régime. Après son arrestation, sa déportation en Sibérie et son exil, Lénine fonda à l'étranger l'*Iskra* (*L'Étincelle*) qui était acheminé clandestinement en Russie. Ce journal devint un outil de lutte politique contre les « marxistes légaux » qui imaginaient transformer le pouvoir d'État par des lois, et contre les « économistes » qui voulaient cantonner le mouvement ouvrier à des revendications économiques. Moyen de diffusion des idées marxistes, l'*Iskra* était

aussi une réponse aux difficultés de construction d'un parti en Russie. Tandis qu'avec l'extension du mouvement ouvrier naissait une nouvelle génération militante, Lénine entreprit de construire une organisation centralisée. Elle permettait, malgré la répression, d'unifier politiquement les groupes qui surgissaient, de les intégrer à un mouvement d'ensemble et de former une future direction. Ceux qu'on appelait les « iskristes » n'étaient que quelques dizaines au début. Un ancien général de gendarmerie les décrivit ainsi : « *Ayant formé un petit groupe clandestin de révolutionnaires professionnels, ils allaient de ville en ville, là où il y avait des comités du parti, établissaient des liaisons avec les membres de ceux-ci, leur fournissaient des publications illégales, les aidaient à monter des imprimeries et puisaient auprès d'eux les renseignements dont l'*Iskra *avait besoin.* » À l'étranger, pour permettre une certaine stabilité du travail, se forma un centre, rassemblant des théoriciens, des journalistes et des organisateurs. Trotsky a décrit ces militants de la première heure, âgés d'une vingtaine d'années pour ceux qui se trouvaient en Russie : « *Celui qui rentrait dans l'organisation savait que la prison et la déportation l'attendaient dans quelques mois. On mettait son point d'honneur à tenir le plus longtemps possible avant l'arrestation ; à se comporter avec fermeté en présence des gendarmes ; à seconder le plus possible les camarades arrêtés ; à lire en prison le plus grand nombre de livres ; à s'évader au plus vite de déportation pour gagner l'étranger ; à y faire provision de science pour rentrer et reprendre le travail révolutionnaire.* » C'était cette conception du parti, formé de militants révolutionnaires conscients, implantés dans la classe ouvrière, agissant de façon professionnelle et disciplinée, outil nécessaire à ce moment-là pour préparer le renversement de la dictature tsariste, que défendit Lénine dans son ouvrage *Que faire ?*

Une scission précoce

En 1903 se réunissait le deuxième congrès du POSDR. Après l'adoption du programme rédigé par Plekhanov et de résolutions sur la tactique, les congressistes se divisèrent sur les statuts du parti. Les divergences portaient sur les critères d'appartenance à l'organisation. Devait-on limiter le parti aux seuls membres d'une organisation illégale, comme le défendait Lénine, ou bien l'étendre à tous ceux qui prenaient part à la lutte révolutionnaire ? Les « iskristes » défendaient la conception d'un parti bien délimité, avec une rédaction restreinte et une discipline réellement collective, tandis que Martov était partisan de liens plus souples. Au-delà s'annonçaient des conceptions différentes du rôle du parti dans la révolution : devait-on préparer un parti de combat s'appuyant sur le prolétariat le plus conscient, ou aller vers un parti ouvert à des milieux aux préoccupations plus hétéroclites et à l'engagement limité ?

Au début du congrès, la proposition la plus souple sembla l'emporter. Mais après le départ des « économistes » et du Bund (groupe de socialistes juifs à qui il avait été refusé le monopole de représentation des communautés juives au sein du parti), les partisans de Lénine se retrouvèrent majoritaires (les *bolcheviks* en russe, par opposition aux minoritaires, les *mencheviks*). La division entre deux conceptions du parti, bientôt deux courants, et plus tard deux partis distincts, prit de court bien des militants. Beaucoup la jugeaient futile, incompréhensible, d'autant que les deux tendances allaient continuer à militer ensemble pendant des années. Lénine écrivit même alors : « *Je suis loin de considérer nos désaccords comme assez essentiels pour que la vie et la mort du parti en dépendent.* » Ces désaccords étaient en réalité des anticipations sur le rôle futur que la classe ouvrière allait pouvoir jouer dans la révolution : devrait-elle

se contenter d'être l'aiguillon de la bourgeoisie, ou revendiquer la direction de la lutte révolutionnaire ?

Dans la continuité des populistes

En dépit de leur incapacité à répondre aux arguments des marxistes, les populistes ne renonçaient pas à leurs convictions. Partisans des luttes paysannes et de la commune rurale, ils cherchaient aussi des soutiens au sein du prolétariat et de la petite bourgeoisie. La croissance des grèves et des manifestations ouvrières, qui provoquait un éveil des campagnes, redonnait des couleurs aux idées populistes au sein de l'intelligentsia des villes. Des petits groupes de la Volga, d'Ukraine et de Biélorussie se rassemblèrent autour de Tchernov qui fonda le journal *La Russie révolutionnaire* en 1900 à Berlin. Pratiquant le terrorisme individuel, en particulier l'assassinat de ministres honnis, ils attiraient des membres de l'intelligentsia rurale, des professions libérales et de l'administration des *zemstvos*. Ce regroupement allait donner naissance en 1901 au Parti socialiste-révolutionnaire (S-R).

L'opposition libérale

La contestation du régime prit de l'ampleur après la Grande famine (1891). Pour beaucoup, l'inertie, l'arbitraire et l'incompétence de la bureaucratie étaient responsables de la catastrophe et du marasme général de l'agriculture. Au sein de la petite bourgeoisie, parmi les avocats, les médecins, les employés de l'administration provinciale, on estimait nécessaire de « laisser la société s'exprimer », et pourquoi pas dans une assemblée représentative. Les plus audacieux évoquaient l'idée d'une réforme agraire. Les réunions étant interdites, ils organisaient des causeries privées. À l'étranger ils créèrent le journal *Libération*, et même un parti en 1903, l'Union

de libération, avec à sa tête l'historien Milioukov. Tout en appelant de leurs vœux un régime constitutionnel, ils étaient viscéralement hostiles à l'intervention des masses, en particulier par des voies révolutionnaires. Ils se heurtèrent à l'intransigeance du tsar Nicolas II, qui douchait régulièrement leurs espoirs par des déclarations tonitruantes : « *Je sais que ces derniers temps, dans vos réunions, se sont fait entendre des voix d'hommes entraînés par des rêves insensés concernant une participation de vos représentants dans les affaires de l'administration intérieure. Que tout le monde sache qu'en consacrant toutes mes forces au bien-être national, je maintiendrai les principes de l'autocratie avec la même fermeté inébranlable que mon inoubliable père.* »

Chapitre II

Vers la révolution de 1905

Ce fut dans ce contexte qu'allait éclater la révolution de 1905, où les masses ouvrières et paysannes allaient occuper pour une année le devant de la scène. Pour de nombreux travailleurs et pour les bolcheviks qui, en octobre 1917, donneraient le pouvoir au congrès des soviets de Russie, la révolution de 1905 fut une « répétition générale ».

La montée des tensions dans les campagnes...

Les contradictions au sein de la société russe prenaient un tour explosif avec la croissance de la population (150 millions d'habitants en 1906) et l'urbanisation accélérée. L'opposition entre l'une des agricultures les plus primitives d'Europe et l'industrie la plus concentrée du monde se résumait ainsi sous la plume de Trotsky : « *Des paysans arriérés des forêts mangeant du poisson cru et se prosternant devant un bout de bois, à côté d'ouvriers socialistes suivant l'actualité internationale.* »

Dans les campagnes, l'inégalité foncière devenait insupportable. D'immenses propriétés (le tiers des surfaces agricoles était aux mains de 699 grands propriétaires) côtoyaient les lopins dérisoires de dix millions de familles. Aux montants exorbitants des fermages s'ajoutaient les taxes seigneuriales innombrables (franchissement de terres, usage du chemin communal, droit de pacage). Les

révoltes répétées des paysans étaient trop dispersées pour inquiéter le régime, se limitant souvent à chasser le propriétaire du district. Léon Tolstoï prêta ces paroles à Constantin Lévine, un des personnages d'*Anna Karénine* : « *Chez nous, les travailleurs, les moujiks, supportent tout le poids du labeur et sont placés de manière telle que malgré tous leurs efforts ils ne peuvent sortir de leur bestiale condition. Tous les bénéfices du salaire grâce auquel ils pourraient améliorer leur condition, avoir des loisirs et par voie de conséquence de l'instruction, tous les suppléments de salaire leur sont ravis par les capitalistes. C'est de cette manière que s'est formée une société dans laquelle, plus ils travaillent, plus ils enrichiront les marchands et les propriétaires fonciers, tandis qu'ils demeureront à jamais des bêtes de somme. Cet ordre, il faut le changer.* »

...et dans les villes

Dans les villes, en plus d'un régime faisant régner l'ordre, les investisseurs européens profitaient de la garantie offerte par la mise en place en 1897 de l'étalon-or pour le rouble. Mais la misère extrême des ouvriers, avec des salaires de 70 kopeks par jour pour 14 heures de travail harassant, devenait insupportable. Le prolétariat totalisait 9,4 millions de membres (3,3 millions d'ouvriers, 2,7 millions d'ouvriers agricoles, 1,2 million de journaliers et 2,1 millions de domestiques). Concentré dans les villes, il rassemblait le quart de la population, en comptant les familles. Produisant plus de 50 % des richesses, ce jeune prolétariat semblait de moins en moins se résigner à son sort. Les plus hautes autorités ne s'en inquiétèrent pas immédiatement. Elles s'en remettaient en guise de législation du travail « *à l'esprit patriarcal, à la sollicitude des patrons pour régler les conflits dans un esprit de fraternité chrétienne rendant inutiles toutes obligations écrites* ». La bourgeoisie était surtout préoccupée

de l'« *insuffisance du marché intérieur russe* ». La petite bourgeoisie, paysans cossus, commerçants, intellectuels, était confrontée quotidiennement à l'arbitraire de la bureaucratie et aux privilèges des castes supérieures. Mais elle se sentait bien trop faible pour prendre les devants d'une contestation dont rien ne pouvait laisser penser qu'elle serait en capacité de la maîtriser.

De la crise économique à la crise politique

Avec la crise économique mondiale du début du XX^e^ siècle, la jeune industrie russe fut brutalement privée de commandes, mais aussi de capitaux. En trois ans, plus de 3 000 entreprises fermaient, avec une baisse des effectifs de 30 % dans la métallurgie. Ajouté aux mauvaises récoltes, le mécontentement montait dans les campagnes et se transforma dans les villes, dès l'amorce de reprise économique, en une vague d'agitation.

Les troubles s'amorcèrent plusieurs années avant le déclenchement de la révolution. Dès 1895, les étudiants se manifestaient, mais s'éveillait aussi le mouvement des nationalités en réaction à la politique de russification : chez les Lettons, en Pologne autour des libéraux et des socialistes comme Rosa Luxemburg, ou dans les régions d'Asie centrale.

Les manifestations ouvrières mêlaient des revendications sociales et politiques. *La Mère* de Gorki immortalisa le 1^er^ mai 1902 à Nijni-Novgorod, drapeau rouge en tête, chantant la *Marseillaise* et criant « *À bas l'autocratie !* » Les grèves s'étendirent à Rostov en novembre, à Bakou et dans les régions du Midi industriel en juillet 1903. Le gouvernement cédait sur quelques revendications secondaires, comme la responsabilité des employeurs en cas d'accident du travail, tenus d'indemniser les victimes, ou encore la

création de délégués ouvriers dans les fabriques. Mais sa tentative pour calmer le jeu échoua.

La crise s'étendait au monde rural avec des émeutes en Ukraine et Moyenne-Volga. En mars 1902, 165 villages se soulevèrent dans les gouvernements de Kharkov et de Poltava, et 1 000 émeutiers furent ensuite jugés et condamnés. Là aussi le gouvernement était contraint de reculer. Il supprima les châtiments corporels pour les paysans et aussi la responsabilité collective des communes en matière fiscale. La fermentation était générale dans le pays.

La politique du pouvoir en place

Le tsar se montrait impuissant à mettre fin aux troubles. Les tentatives d'apaisement tournèrent au fiasco et les gouvernements successifs finirent par tirer sur les émeutiers. Le ministre de l'Intérieur Plehve, résigné, se confiait à l'ambassadeur de France : « *Je suis assis sur la marmite et je sauterai avec elle.* » Son gouvernement s'essayait à différentes stratégies pour disperser la colère montante. Il laissait se développer les *pogroms* anti-Juifs comme à Kichinev en 1903. Il tentait aussi de détourner les travailleurs des organisations révolutionnaires en mettant en place des associations ouvrières se disant apolitiques, mais dirigées par des hommes de main du pouvoir.

Surtout, le tsar s'engagea dans une guerre en Extrême-Orient contre le Japon. Elle s'inscrivait dans la continuité de sa politique expansionniste. La construction du transsibérien entre 1891 et 1902 avait mis la garnison de Port-Arthur à quinze jours de la capitale et placé la Mandchourie chinoise sous influence russe. Le tsar se heurtait aux intérêts de l'impérialisme japonais installé en Corée. La guerre contre « *le Pygmée japonais* » (*dixit* Nicolas II) apparut comme un dérivatif possible au mécontentement populaire, un moyen d'affermir l'autocratie par une victoire militaire facile. Elle

acheva au contraire de discréditer le régime. Avec la succession de défaites, la catastrophe militaire accoucha d'un soulèvement social.

L'opposition se met en place

Fin 1904, l'ensemble des partis s'opposaient à l'autocratie. Même les libéraux imputaient les échecs militaires à la dictature et à sa bureaucratie. Un congrès des *zemstvos* se réunissait semi-clandestinement à Moscou, du 6 au 8 novembre 1904, pour définir un programme : libertés publiques, inviolabilité de l'individu et représentation populaire dotée d'un rôle législatif. Le pouvoir ayant fait interdire la publication de cette résolution, les libéraux lancèrent une campagne de banquets. Des manifestations eurent lieu le 28 novembre à Saint-Pétersbourg et les 5 et 6 décembre à Moscou. En réponse, l'*oukase* du 12 décembre 1904 proclamait l'intangibilité des lois fondamentales de l'Empire. Deux jours plus tard, le pouvoir menaçait de disperser par la force tout rassemblement à caractère antigouvernemental.

Un mécontentement profond se développait. Malgré l'annonce le 25 décembre d'une future libéralisation et de la suppression des dernières annuités de rachat des terres, les illusions dans une réforme d'en haut s'effondraient, même au sein des classes moyennes. Avec l'arrivée d'étudiants et d'ouvriers, le ton des réunions se radicalisa. La social-démocratie était partagée. Fallait-il se contenter d'accompagner la critique des libéraux, comme le proposaient les mencheviks, ou au contraire, comme le préconisaient les bolcheviks, lancer une campagne sur un programme radical au sein des masses ?

Chapitre III

La révolution en Russie

Le Dimanche rouge

La grève des usines Poutilov de Saint-Pétersbourg fut à l'origine de la grande manifestation du 9 janvier 1905 qui ouvrit cette année révolutionnaire. Elle fut déclenchée par la protestation contre le licenciement des membres d'une Société des ouvriers des fabriques et des usines. Cette organisation, créée au départ par des agents de l'autocratie, était dirigée depuis le printemps 1904 par un prêtre orthodoxe, Gapone, qui rêvait de réconcilier le tsar et le peuple. La grève s'étendit à toute la ville : 140 000 grévistes le 7 janvier, le double le lendemain. Gapone lança l'idée d'une grande manifestation pour porter une pétition au tsar. Elle fut signée par plus de 150 000 travailleurs lors de grands meetings qui précédèrent le dimanche. Son contenu était révélateur des idées de Gapone et surtout de l'état d'esprit des ouvriers au début de la révolution : « *Souverain, nous, les ouvriers, nos enfants, nos femmes et nos vieillards débiles, nos parents, nous sommes venus vers toi, souverain, pour demander justice et protection. Nous sommes réduits à la misère, on nous opprime, on nous accable de travail au-dessus de nos forces, on nous injurie, on ne veut point reconnaître en nous des hommes, on nous traite comme des esclaves qui doivent endurer leur sort et se taire. Nous avons patienté, mais on nous précipite de plus en plus*

dans l'abîme de l'indigence, de l'asservissement et de l'ignorance. Le despotisme et l'arbitraire nous écrasent, nous étouffons. Les forces nous manquent, souverain ! La limite de la patience est atteinte. Pour nous voici venu le terrible moment où la mort vaut mieux que le prolongement d'insupportables tourments. » La mitraille allait être la seule réponse du pouvoir à cette pétition qui revendiquait les libertés publiques, la séparation de l'Église et de l'État, la journée de huit heures, la terre aux paysans et une Assemblée constituante élue au suffrage universel. Car derrière des formules obséquieuses se dessinait un véritable programme politique où perçait l'influence du prolétariat.

Le dimanche 9 janvier au matin, les manifestants endimanchés s'approchèrent du centre de Saint-Pétersbourg à partir de neuf lieux de rassemblement. À leur tête, des prêtres, des icônes, le silence n'étant interrompu que par des cantiques comme *Dieu sauve le tsar*. La ville était quadrillée par les soldats et très vite ce fut l'affrontement. Les cosaques chargèrent la tête du cortège, les soldats tirèrent sur la foule désarmée. La répression dura toute la journée. Des centaines de cadavres jonchèrent les rues et les blessés se comptèrent par milliers.

Les leçons du 9 janvier

Cette manifestation fut d'abord une irruption brutale des masses. Leur présence, leurs revendications et leurs méthodes de lutte créèrent une vie politique intense et nouvelle. La révolution n'était plus une hypothèse, mais une réalité tangible. Tandis que les libéraux allaient passer l'année à supplier le tsar de faire des réformes, une partie de l'intelligentsia rejoignait le courant révolutionnaire en plein essor. Des rangs de la bourgeoisie s'élevèrent des demandes de réformes démocratiques. Un régime libéral lui

semblait la meilleure réponse pour éviter la multiplication des conflits qui perturbaient la production et la réalisation de ses profits. Au sein des classes populaires urbaines, la répression provoqua un effondrement de la vénération pour le tsar.

La réaction du pays

Alors que le tsar se contentait de trois lignes dans son journal intime pour qualifier cette « *triste journée* », soulageant sa conscience en faisant distribuer 50 000 roubles aux familles des victimes, un véritable séisme ébranlait le pays. Des membres du gouvernement appelaient à rétablir le dialogue, craignant qu'un jour « *les troupes refusent de tirer sur un peuple désarmé dont elles sont elles-mêmes issues* ». Les étudiants lancèrent des quêtes pour les victimes mais furent réprimés, malgré le soutien des enseignants qui refusaient de faire cours dans des universités occupées. Les avocats se mettaient en grève.

Pendant deux mois, dans 122 villes, une immense vague de grèves secoua le monde du travail. Elle se prolongea jusqu'au 17 janvier à Saint-Pétersbourg, pour s'étendre à Moscou et sa région pourtant quadrillée par l'armée. Dans les semaines qui suivirent, elle parvint à Toula où les manifestants réclamaient le droit de grève, puis à tous les centres industriels et enfin aux cheminots de Saratov. La protestation était immense dans les provinces non russes où s'y ajoutaient des revendications nationales. Le 10 janvier, éclatait à Varsovie une véritable insurrection pour les huit heures, les libertés politiques et la fin de la guerre, car bon nombre de recrues venaient de ces régions. À Riga, les manifestants furent repoussés sur le fleuve Dvina qui traversait la ville, mais la glace céda sous le poids de la foule qui s'enfonça dans l'eau glacée. Le mouvement gréviste toucha entre 500 000 et un million de travailleurs, au moins le tiers

du prolétariat industriel. Mettant en avant essentiellement des revendications économiques, la grève prit un caractère chaotique et imprévisible. Dans les villes, on assistait à un éveil général à la vie politique qui ravit un témoin : « *On en discute dans les rues, les restaurants, les trams.* [...] *Le mot socialisme est sur toutes les lèvres, devant les yeux* [...], *il est dans l'air et a fini par être le sujet auquel on ne peut échapper.* »

Le pouvoir et les libéraux

Du côté du pouvoir, on hésitait. Tout en réaffirmant le caractère intangible du système en place, en appelant la population à aider les autorités à « *extirper les racines de la sédition* », le tsar fit publier un appel aux « *hommes les plus dignes, investis de la confiance du pays et élus par la population, à prendre part aux travaux d'élaboration et à la discussion des projets législatifs* ». Créée pour étudier les mesures à prendre, la commission dirigée par Bouliguine ne fut jamais réunie.

La simple promesse d'une Assemblée consultative suffit pour agiter le monde libéral. Une avalanche d'adresses et de pétitions envahit les bureaux du gouvernement. Timorées dans leur contenu, elles contribuaient par leur diffusion dans la presse à créer un climat de liberté dont bénéficièrent toutes les couches sociales. Partout se créèrent des associations professionnelles à l'échelle nationale : des avocats, des médecins, mais aussi bientôt une Union des femmes, ou encore une Union pour l'égalité des droits des Juifs. Les libéraux aspiraient à une Union des unions, qui se réunit les 8 et 9 mai à Moscou et se prononça pour une Assemblée constituante élue au suffrage universel. L'inertie du tsar faisait craindre aux libéraux que le pays ne sombre définitivement dans le chaos. Ils lancèrent l'idée d'un congrès des *zemstvos* en faveur des libertés publiques et

d'une Assemblée législative, le but étant de canaliser la révolution vers des objectifs purement constitutionnels. Mais l'échec des différentes adresses au tsar, les divisions internes entre les plus frileux et les plus inquiets, les entraînèrent, lors de leur congrès de juillet, à constater leur impuissance. Un de leurs membres éminents faisait ainsi remarquer : « *La révolution nous a dépassés* [...], *il n'est plus temps d'empêcher l'ouragan mais nous devons faire en sorte d'éviter une trop forte commotion* [...], *notre devoir est d'aller malgré tout au peuple.* » Ils décidèrent alors d'aller vers la formation d'un futur Parti constitutionnel et démocrate (les « cadets » ou Parti K-D, selon les initiales du parti en russe).

Le feu court la plaine et les casernes

Sur le front militaire, le pouvoir accumulait les défaites. Alors que les attentats terroristes se multipliaient, la sédition gagnait les campagnes. Au mécontentement accumulé depuis un demi-siècle, s'ajoutait la colère des paysans face à la guerre. Le coût n'était pas seulement financier. Le tsar avait levé la dispense des chargés de famille qui avaient échappé jusqu'alors à la guerre en Extrême-Orient. Mi-février, la violence éclatait dans la province de Koursk, où vingt domaines furent saccagés. Le mouvement s'étendait et prit une tournure explosive dans le centre où les terres manquaient le plus.

Les méthodes de lutte variaient. De la mainmise sur les récoltes, le bétail ou le bois pour subvenir aux besoins du village, on passait à de véritables occupations de terres avec expulsion des maîtres et destruction des manoirs. Parfois le boycott ou la grève était utilisé pour faire baisser les fermages. Les paysans refusaient de se soumettre à la conscription, aux impôts ou au paiement des dettes. La mobilisation passait par des degrés divers. Imprégnés de morale

religieuse, les paysans débonnaires s'emparaient du fourrage et laissaient au propriétaire de quoi nourrir ses bêtes, en lui expliquant qu'il devait changer car « *le temps de Dieu est venu.* » Même discours aux moines, en s'emparant des terres : « *Vous devez prier Dieu et non cultiver la terre.* » Le mouvement se radicalisa lorsque les paysans s'emparèrent des dépôts de céréales dans les greniers et dans les gares. En firent les frais les propriétaires qui ne s'étaient pas enfuis. De véritables colonnes en armes parcouraient la campagne et deux mille manoirs furent incendiés par le « coq rouge ». Un début de politisation se fit jour, encouragé par des employés des *zemstvos* ou des militants socialistes. Et en août, près de Moscou, eut lieu un premier congrès des paysans pour créer une Union de tous les paysans de Russie.

L'agitation des campagnes ne pouvait manquer de se communiquer aux soldats, issus en majorité du monde rural. Les désastres militaires provoquaient des saignées. En vingt-quatre heures, le 15 mai, sur une flotte de 13 000 hommes, la bataille de Tsushima se solda par 7 000 morts et 2 000 prisonniers. La révolte éclata à bord du navire le plus moderne de la flotte de la mer Noire, le *Prince-Potemkine-de-Tauride (*resté dans l'histoire sous le nom de cuirassé *Potemkine*). Partie d'une protestation contre de la viande avariée, elle se transforma en rébellion et la moitié des officiers furent tués ou jetés par-dessus bord. Les mutins, qui avaient hissé le drapeau rouge, isolés, privés d'eau et de carburant, finirent par se rendre aux autorités de la Roumanie voisine le 25 juin.

Vers les premiers soviets

Après une pause en mars (70 000 grévistes, soit le dixième du chiffre de janvier-février), les grèves reprirent en Pologne autour du 1er mai. Les patrons du textile revenaient sur les concessions

obtenues en pratiquant des lock-out. Le mouvement rebondit en juin : grève générale à Varsovie, appel au renversement du tsar, barricades et combats de rue à Lodz.

L'approche du 1er mai vit éclore des manifestations et des meetings politiques dans les centres industriels du pays, à Bakou, Saratov, Saint-Pétersbourg. Cette courte période de luttes, qui mobilisa environ 200 000 travailleurs, eut une importance capitale. Les orateurs sociaux-démocrates purent se déployer ouvertement en diffusant tracts et journaux.

Apparut alors une forme originale d'organisation, le conseil (*soviet* en russe). Auparavant, des élections de délégués, des assemblées d'élus ouvriers, s'étaient déroulées, mais pour des périodes courtes et à une échelle réduite. Le premier soviet apparut à Ivanovo-Voznessensk, surnommé le « Manchester russe », car le tiers des habitants étaient ouvriers des filatures. La grève éclata le 12 mai et des délégués élus dans chaque usine se rassemblèrent le lendemain. L'idée naquit que cette assemblée devait prendre la direction de la grève et mener la discussion avec les patrons. Le soviet siégeait en public, au bord de la rivière. Il prit peu à peu un rôle croissant. De simple comité de grève, il devint un organe représentatif reconnu par le pouvoir et les directeurs d'usines, prenant en main certains aspects du fonctionnement de la ville, y faisant par exemple interdire la consommation d'alcool. Cette expérience de 65 jours, relayée dans tout le pays par la presse révolutionnaire, fut approfondie dans d'autres villes.

L'attitude des différentes tendances social-démocrates vis-à-vis des conseils était révélatrice de leur évolution. Les mencheviks, qui souhaitaient cantonner le prolétariat au rôle de soutien de la bourgeoisie, y voyaient des lieux de débats démocratiques et les soutinrent dès le départ. Du côté des bolcheviks, la position de Lénine,

qui y voyait des organes d'unification du prolétariat pour préparer la prise du pouvoir, en surprit plus d'un car ces assemblées ne répondaient à aucune discipline de parti. Lénine allait souligner par la suite le rôle que pourraient jouer les soviets dans la construction et l'exercice du pouvoir d'un futur État démocratique des ouvriers.

Le manifeste du 6 août : vers la grève d'octobre

Le tsar décida finalement d'annoncer la création d'une Assemblée. La Douma d'Empire n'était pour lui qu'une simple instance délibérative, sans immunité pour ses membres et soumise à son bon vouloir. Le projet prévoyait de réserver arbitrairement des postes à chaque classe, selon un suffrage censitaire excluant les ouvriers et l'intelligentsia des villes. En dehors des médias étrangers, tout le monde dénonçait cette duperie, œuvre « *d'eunuques bureaucratiques* » même pour l'ex-ministre Witte. Les libéraux étaient partagés entre la perspective de profiter de cette tribune pour la faire évoluer et la boycotter, seul moyen de ne pas discréditer auprès du peuple leur projet de pouvoir constitutionnel. Les socialistes-révolutionnaires décidaient de boycotter cette Assemblée-croupion. Les sociaux-démocrates se divisèrent : les mencheviks proposèrent une contre-Douma encourageant l'organisation des ouvriers, tandis que les bolcheviks dénoncèrent cette « *comédie électorale* » en pleine montée révolutionnaire.

Alors qu'entre le 27 juillet et le 23 août le tsar, sous la pression internationale, entreprenait des négociations de paix avec le Japon, l'agitation reprit dans les campagnes. Dans les villes s'imposait l'idée d'une grève générale, pour contraindre le tsar à des concessions. Proposée par les sociaux-démocrates, reprise par l'Union des unions, elle fut approuvée par les associations professionnelles allant des cheminots aux médecins.

Tandis que dans les rues la répression battait son plein, une ordonnance du gouverneur-général Trepov, qui avait l'espoir de faire reprendre les cours, rendit leur autonomie aux universités. Résultat inverse, elles devinrent des lieux de meetings permanents où se rassemblait toute la population, femmes et hommes, étudiants comme ouvriers. Un chroniqueur les décrivait ainsi : « *C'était le peuple, le vrai peuple, le peuple aux mains rouges et toutes crevassées par le travail, au visage terreux comme l'ont des gens qui passent leur vie dans des locaux fermés et malsains. Et tous les yeux brillaient enfoncés dans leurs orbites.* »

Les débuts de la grève générale

Le 19 septembre, les compositeurs de l'imprimerie Sytine à Moscou se mirent en grève. Ils demandaient une baisse des heures de travail et l'augmentation des salaires, dont le paiement des signes de ponctuation. Le tsarisme allait « *trébucher sur une question de points et de virgules* », écrivit Trotsky. Dès le 24 septembre, cinquante imprimeries de Moscou s'arrêtaient et le mouvement s'étendit aux tramways, aux boulangeries et aux industries mécaniques. La répression par les cosaques provoqua l'extension du mouvement, les imprimeries de Saint-Pétersbourg firent trois jours de grève de soutien. L'agitation se développa dans les ateliers du chemin de fer de Koursk et de Kazan le 30, mais les syndicats préférèrent attendre le jour de la convocation de la future Douma pour lancer un mouvement général.

Début octobre, un mouvement de reprise s'amorçait à Moscou et dans les ateliers de la ligne Moscou-Brest. Mais le feu couvait, comme en témoignait la décision des assemblées de l'imprimerie, de la menuiserie, du tabac et de la mécanique de créer un soviet général à Moscou. Pourtant la grève semblait s'arrêter, le travail reprit

aux chantiers navals de la Neva à Saint-Pétersbourg et le 10 octobre, dans toutes les usines.

Le mouvement explosa en réaction à la tentative de reprise en main par la direction des chemins de fer. Face à l'effervescence de la base, le syndicat appela à la grève générale le 7 octobre. Les locomotives s'arrêtèrent les unes après les autres, et les villes se retrouvèrent isolées. Les ateliers fermèrent et l'on décida d'organiser un syndicat du rail à l'échelle nationale. On réclamait la journée de huit heures, mais aussi les libertés civiques, l'amnistie et une Assemblée constituante. La grève s'étendit bientôt à tout le pays, et les cheminots en étaient le fer de lance. Seuls passaient les trains des délégués des grévistes. Le télégraphe était coupé et la production d'électricité s'arrêtait. Le 10 octobre, le lait commença à manquer dans les villes. Les gouverneurs de province menacèrent de trois mois de prison tout arrêt de travail dans les chemins de fer. Mais l'effet fut inverse. Après Moscou, le réseau de Saint-Pétersbourg s'arrêta le 12, puis la grève s'étendit en Sibérie et dans le sud du pays. Il n'y avait plus de courrier entre les villes. Le pouvoir lui-même était coupé du monde. En Europe, l'inquiétude provoqua l'effondrement du cours des actions des sociétés de chemin de fer. La grève qui touchait bientôt toute l'industrie s'étendait toujours : cochers, estaminets, pharmacie, théâtres, marchés... Tandis que la vie économique s'arrêtait, des catégories intermédiaires rejoignaient les ouvriers qui manifestaient : des médecins, des avocats, des professeurs. Le général Trepov menaçait, faisait occuper les points stratégiques de la capitale et donnait l'ordre de tirer sans sommation. Mais cela paraissait bien dérisoire lorsqu'un million de travailleurs étaient en grève. L'autocratie ne faisait plus peur.

La création du soviet de Saint-Pétersbourg

À Saint-Pétersbourg, l'assemblée des délégués des typographes se transforma en un véritable conseil des députés ouvriers, nommant à sa tête un comité exécutif et ayant son propre organe d'information. Ses *Izvestia* (*Les Nouvelles*) lancèrent, dans leur premier numéro, un vibrant appel à la grève générale : « *Encore un effort, et le peuple va rejeter les chaînes d'une servitude séculaire. Mais pour cela la classe ouvrière doit serrer étroitement ses rangs et agir comme une force unique et organisée.* » Aux ouvriers les plus engagés apparut le besoin d'une représentation véritable et immédiate des grévistes, dont l'état d'esprit changeait d'heure en heure. Il fallait de plus unir de larges pans de la classe ouvrière qui faisaient leurs premières armes. Il fallait trouver le moyen de passer par-dessus les petits cénacles révolutionnaires, dont les positions opposées restaient incompréhensibles à beaucoup, pour les obliger à servir au mouvement d'ensemble. Les travailleurs en grève firent le choix d'une représentation à partir du lieu de travail, avec un délégué pour 500 ouvriers, les petites entreprises ayant la possibilité de se regrouper pour être représentées. Le soviet se fixa comme tâches de définir des revendications concernant les conditions de travail (les huit heures), mais aussi de défendre des objectifs politiques (amnistie, Assemblée constituante) et d'étendre la grève. À la deuxième séance du soviet, le 14 octobre, quarante usines étaient représentées ainsi que des syndicats récents (des commis ou des employés de comptabilité). Le mouvement imposa au conseil d'élargir son champ de compétences. Face aux menaces de Trepov voulant interdire les meetings dans les universités, le soviet encouragea à les multiplier et demanda à la Douma municipale d'ouvrir des locaux à cette fin, de fournir des fonds pour soutenir la grève et de permettre aux travailleurs de s'armer afin de défendre la liberté

de tous. Des soviets de professions libérales se plaçaient dans son sillage, accentuant sa popularité et son influence sur la vie sociale.

La réaction du pouvoir

Le nombre croissant de soldats dans les meetings révolutionnaires inquiétait le tsar, pris en tenaille entre la peur d'une large contamination de l'armée et les pressions des banquiers et des ambassades occidentales. Il décida de faire appel à l'ancien ministre libéral Witte. Dans son mémorandum remis au tsar le 9 octobre, celui-ci insistait sur la nécessité de reprendre l'initiative en accordant des droits démocratiques, un système représentatif, et en limitant l'arbitraire de l'administration. Tenté de passer outre en utilisant la manière forte, Nicolas II céda finalement. Le manifeste signé le 17 octobre accordait sur le papier les libertés civiques et promettait la convocation d'une Douma associée au pouvoir législatif. Mais rien n'était écrit sur une éventuelle Constitution, ni sur l'amnistie ou la fin de l'état de siège. Pour les forces révolutionnaires, c'était une première victoire. Mais le recul du pouvoir ne pouvait être que temporaire. La grève générale avait déstabilisé l'ordre social. La population prenait conscience qu'il lui fallait prendre pleinement le pouvoir et commençait à s'armer. Mais le tsar et la réaction étaient déterminés à empêcher cela coûte que coûte, même si l'heure était aux concessions apparentes.

Les réactions au Manifeste du 17 octobre

Les milieux intellectuels des villes s'enthousiasmèrent. Mais les états-majors politiques restèrent prudents. Le Parti constitutionnel-démocrate parla d'une simple bataille gagnée qui ouvrait la lutte pour transformer la Douma en une véritable Assemblée législative. Dans les meetings, les socialistes pointèrent l'absence

d'amnistie et de mesures en faveur des travailleurs. Le soviet ne tarda pas à prendre position dans les *Izvestia,* sous la plume de Trotsky : « *Ainsi nous avons obtenu une Constitution. Nous avons la liberté de nous réunir mais nos réunions sont cernées par la troupe. Nous avons la liberté de nous exprimer mais la censure n'a pas changé. Nous avons la liberté d'apprendre mais nos universités sont occupées par les soldats. Nos personnes sont inviolables mais les prisons sont pleines. Nous avons Witte mais on nous a laissé Trepov. Nous avons une Constitution mais l'autocrate est toujours là. Nous avons tout mais nous n'avons rien.* » Et pour conclure, le peuple ne veut « *ni de la gueule du loup ni de la queue du renard. Il ne veut pas d'une cravache enveloppée d'une Constitution.* » Le soviet appela donc à continuer la grève, et le lendemain après-midi eurent lieu d'immenses manifestations de défiance vis-à-vis du pouvoir, réclamant l'amnistie et se terminant dans plusieurs endroits par l'ouverture des prisons. Mais l'agitation retomba rapidement. Le soviet dut appeler à la reprise collective du travail le 21 octobre et renoncer à la grande manifestation en l'honneur des victimes de la révolution, que le général Trepov menaçait de transformer en bain de sang.

Le gouvernement et la réaction

Dans un premier temps, le gouvernement fit quelques concessions. Des personnages détestés, comme Trepov, furent écartés, et un droit de réunion limité fut accordé. Le tsar proclama une amnistie pour les délits de grève et les crimes politiques non sanglants. En plus de Gorki, du leader menchevik Martov et de Lénine, Vera Zassoulitch était de retour après trente ans d'exil. Witte permit la réintégration des cheminots sanctionnés et accorda l'autonomie à la Finlande. Mais commençaient aussi à se manifester les premiers signes de la réaction, avec des manifestations de soutien à

l'autocratie par l'Union pour la Russie. Des groupes d'action se mirent en place, les centuries noires (ou Cent-noirs) qui s'en prenaient à la population juive, accusée de diriger le désordre en sous-main. Des *pogroms* s'organisaient. Des rumeurs étaient répandues par la presse contre les Juifs « *tueurs d'enfants* », les socialistes « *briseurs d'icônes* », les étudiants. Une liste des logements à visiter une fois dressée, des hommes de main étaient recrutés dans les bas-fonds et parmi les boutiquiers en colère. Les attaques se menaient avec en tête les popes, les portraits du tsar et les drapeaux nationalistes, le tout encadré par la police. Coups, viols, assassinats, tout était permis. Les rapports officiels qui dénombrèrent 150 *pogroms* dans la zone de résidence en octobre, firent état de 4 000 morts et 10 000 mutilés. À Saint-Pétersbourg, ces exactions furent peu nombreuses. Des milices ouvrières en armes patrouillaient, y compris la nuit, pour parer toute attaque des lieux d'habitation, de travail ou des organes de presse.

Le soviet reprend la main

Face aux hésitations des libéraux qui semblaient croire le tsar sur parole, l'assemblée des délégués ouvriers reprit le flambeau. Le soviet se mobilisa sur le terrain de la liberté de la presse. Dès la proclamation du Manifeste, les typographes exigèrent des journaux qu'ils n'acceptent plus la censure. Le soviet, pour les soutenir, menaçait de grève et de destruction les organes de presse s'y soumettant. Alors que le règlement provisoire du gouvernement prévoyait une peine de prison pour appel à la grève, et bientôt pour critique du ministère, la presse paraissait librement. Les journaux sociaux-démocrates devinrent quotidiens et en province chaque numéro était attendu par la foule à l'arrivée des trains. Pour publier le journal du soviet, des équipes volantes réquisitionnaient pour quelques

heures une imprimerie quelconque, avec la complicité des typographes à l'intérieur, tandis que le soviet faisait rétablir le courant pour la durée du tirage.

Les campagnes ne se calment pas

L'élan révolutionnaire se poursuivait dans les campagnes. Les paysans décidèrent de se « mettre en grève », ce qui, dans leur langage, signifiait commettre des actes révolutionnaires. Les congrès locaux des unions paysannes suspendaient le paiement des impôts, chassaient les greffiers et les gendarmes. Le 6 novembre, s'ouvrit le deuxième congrès des paysans à Moscou. Les plus pacifiques des 187 délégués s'y prononcèrent pour la mise en place d'organes autonomes dans les communes, pour des labours collectifs des terres prises aux seigneurs, le refus des impôts et de la conscription. Les plus radicaux envisageaient la lutte armée : « *Il n'y a qu'un seul moyen, c'est que toutes les terres deviennent la propriété commune du peuple entier, et qu'elles ne soient utilisées que par ceux qui travaillent la terre eux-mêmes.* » Pour les représentants des paysans, la prochaine Assemblée promise devait créer un système équitable. Sinon, ils se joindraient aux ouvriers des villes pour renverser le pouvoir. Dans les campagnes, des biens des seigneurs furent détruits jusqu'à la dernière pierre, les langues des chevaux de selle arrachées ou leurs jarrets coupés.

Le pouvoir céda sur certaines taxes et augmenta les fonds de la Banque paysanne. Mais, sous la pression des propriétaires fonciers qui demandaient l'intervention de la troupe, le ton changea. Fin octobre, l'état de siège était déclaré dans de nombreuses régions. Le 15 novembre, les dirigeants de l'Union paysanne furent arrêtés. Le ministre de l'Intérieur donnait ses instructions : « *Il faut exterminer par la force armée les émeutiers et, dans les cas de résistance,*

brûler leurs habitations. » Les interventions tournèrent aux expéditions punitives avec punition collective des villages et exécutions sommaires.

Et l'armée ?

Dans les masses régnait un état d'esprit général de révolte. Les grèves ouvrières, les soulèvements paysans finirent par contaminer les rangs des soldats. Les 26 et 27 octobre, des mutins défilaient à Kronstadt, l'île-forteresse qui gardait l'accès maritime de Saint-Pétersbourg. Ils furent aussitôt arrêtés et menacés de la peine capitale. Le lendemain, l'état de siège était déclaré en Pologne. Le soviet de Saint-Pétersbourg appela à une grève de protestation le 2 novembre. Très suivie dans les usines et les chemins de fer, elle n'entraîna pas les services. Le gouvernement fit un pas en arrière, limitant la peine des matelots ainsi que les mesures de maintien de l'ordre en Pologne. Au vu du rapport de forces, le soviet estimait le mouvement incapable d'obtenir plus et appela à cesser la grève. Pour renforcer ce pont jeté en direction des soldats, il leur lança un appel à s'organiser en conseils.

Après la mutinerie du cuirassé *Potemkine* en juillet, la deuxième alerte d'ampleur pour le pouvoir vint de Sébastopol, en Crimée. En octobre, matelots et soldats d'infanterie se joignirent aux meetings et manifestations des civils. Mais comme les officiers avaient interdit à la troupe de participer aux réunions, elles se multiplièrent dans l'enceinte même des casernes. Les militants sociaux-démocrates incitaient les soldats à s'organiser en perspective de la grève générale qui se préparait. Mais l'interdiction des rassemblements à bord des bateaux poussa à bout les matelots. Subissant la discipline tatillonne des officiers, se sentant par leur formation proches des ouvriers, ils se soulevèrent et se rendirent à terre dans les casernes.

Les officiers furent désarmés et relâchés. Mais une partie seulement des soldats d'infanterie les rejoignirent. Plus proches des paysans, ces derniers hésitaient encore à se lancer dans la révolution. Le régime réagit vite. Des navires fidèles au tsar canonnèrent les cuirassés mutinés qui hissaient le drapeau blanc. Malgré le feu qui s'était déclenché à bord, et qui obligea à mettre les chaloupes à la mer, les tirs continuèrent. Ceux qui atteignaient le rivage étaient abattus. Plus de deux mille matelots furent ensuite condamnés par les tribunaux. La majorité de l'armée était restée fidèle au régime, mais avec des réticences croissantes. La révolution arrivait à un tournant.

Les combats du soviet

Le soviet de Saint-Pétersbourg avait joué un rôle d'impulsion et de modèle pour d'autres conseils ouvriers dans une quarantaine de villes. Tout en cherchant à unifier les forces révolutionnaires, il ne souhaitait pas mettre au second plan les revendications propres au prolétariat, force motrice des évènements. Il se lança dans un combat que les ouvriers menèrent seuls, pour la limitation de la journée de travail à huit heures. Dès la fin du mois d'octobre les ouvriers des grandes usines métallurgiques l'avaient imposée. Le soviet essaya de la généraliser. Il proposa, à partir du 31 octobre, de quitter les ateliers après huit heures de travail. Le jour dit, les ouvriers en manifestation firent le tour des petites unités. Cette lutte, entrecoupée par celle en soutien aux soldats de Kronstadt, dépassait les forces des grévistes. Le patronat avait apporté son soutien à la grève d'octobre, même après la publication du Manifeste. Se prononçant pour une amnistie et une réforme du pouvoir politique, les patrons avaient continué à payer les salaires. Mais avec les difficultés financières et des revendications directement opposées à ses

intérêts, la bourgeoisie changea brutalement de position. Renforcé par l'hostilité croissante du pouvoir face aux troubles, le patronat fermait les entreprises (lock-out) et ne réembauchait qu'un par un les salariés. Même si les ouvriers durent renoncer, cette grève eut des aspects positifs, comme l'expliqua son rapporteur au Comité exécutif du soviet : « *Si nous n'avons pas conquis la journée de huit heures pour les masses, nous avons conquis les masses à la journée de huit heures.* » Mais cet échec sonnait aussi le glas de la révolution.

Les débuts de la répression

La combativité ouvrière, l'anarchie croissante dans les campagnes et les fissures au sein de l'armée poussaient le régime à agir. Il avait le soutien des milieux conservateurs, de plus en plus hostiles aux concessions. Même les porte-parole des *zemstvos* s'inquiétaient de la révolte possible des soldats. Les classes possédantes passaient du côté de la réaction. Dournovo, le ministre de l'Intérieur, lança les premières attaques avec l'interdiction des syndicats de fonctionnaires. Après la répression dans les campagnes et l'arrestation des dirigeants paysans, la loi martiale était promulguée à Kiev. Le pouvoir décidait d'en finir avec son principal ennemi, le soviet de Saint-Pétersbourg. Le 26 novembre, son dirigeant en titre, l'avocat menchevik Khroustalev, était arrêté. Le nouveau bureau, dont devint membre Trotsky, l'inspirateur réel de la politique du soviet, décida de se joindre à la lutte entamée par l'Union des paysans. Dans son manifeste financier, le soviet lançait un appel à ne plus payer d'impôts, à retirer l'argent des caisses d'épargne et à exiger le paiement des salaires en or. En réponse, les journaux révolutionnaires furent suspendus le 2 décembre et le 3, en pleine séance, 267 membres du soviet furent arrêtés.

L'insurrection de Moscou

Le soviet de Moscou prit le relais et appela à la grève générale, dans l'intention d'aller vers l'insurrection. À Saint-Pétersbourg, la grève atteignit son apogée le 9 décembre, entraînant les deux tiers des ouvriers. La conviction qu'il s'agissait d'une lutte à mort avec le régime était largement partagée. Mais comme les autres villes ne semblaient pas suivre, la décision fut prise de battre en retraite dès le 12. Les hésitations des cheminots permirent au pouvoir d'envoyer des troupes supplémentaires vers Moscou.

La grève y avait commencé dans un contexte particulier. Un soviet des soldats s'était formé, convaincu qu'en province, la troupe était passée du côté de l'insurrection. Les grévistes étaient 100 000 le premier jour, et ils commençaient à s'armer. 150 000 le deuxième, et les meetings se généralisaient. Le troisième jour, des barricades s'élevèrent pour répondre aux premières charges des cosaques. Les militants bolcheviks apposaient des affichettes donnant des consignes pour mener la guérilla : former des équipes mobiles de trois personnes, faire feu sur les groupes de soldats et se retirer, ne pas chercher à occuper les points stratégiques.

Le pouvoir s'était préparé depuis des mois à l'éventualité d'une insurrection ouvrière. Witte avait choisi Dournovo comme gouverneur-général de Moscou, ville qui gardait intactes toutes ses forces. Ce dernier fit arrêter, le 7 décembre, les dirigeants socialistes et occuper la gare Nicolas d'où pouvaient venir des renforts. Dès le 10, il fit bombarder la ville. Et bientôt les passants essuyèrent les premières salves de mitrailleuses. La ville fut prise par vagues, en envoyant d'abord les troupes les plus sûres. La résistance des insurgés, peu nombreux (de l'ordre de 700 hommes des comités des partis, 500 cheminots et 400 typographes et employés divers) mais déterminés, jeta le trouble au sein des 15 000 soldats en charge de

la répression. Mais tandis que les révolutionnaires épuisaient leurs réserves, l'arrivée de troupes fraîches, le 15, changea la donne. Les magasins commençaient à rouvrir et les barricades furent levées le 16. Le quartier ouvrier de Presnia, le mieux organisé, fut le dernier à résister. Les troupes le bombardèrent toute la journée du 17, conformément à l'ordre de ne pas faire de prisonniers. Le 19, le soviet était contraint d'appeler à cesser le combat. Le nombre des victimes resta inconnu. 454 selon les relevés des cimetières, mais beaucoup avaient été emmenés hors de la ville et exécutés sommairement. Moscou compta sans doute plus de 1 000 morts et autant de blessés.

Des insurrections eurent lieu dans de nombreuses autres villes comme Kharkov ou Tver, réprimées les unes après les autres. La répression systématique viendrait après.

Un premier bilan

Le pouvoir semblait sauver les bases de l'autocratie. Mais, incapable de se réformer, il apparaissait de plus en plus comme un régime en sursis. La population laborieuse s'était familiarisée avec les idées de suffrage, d'assemblée dirigeant ses propres affaires, de partage des terres et de socialisme. Les partis donnaient à ces mots des sens différents, mais une conscience collective s'était éveillée.

L'année 1905 avait aussi montré concrètement l'attitude des différentes classes sociales dans la révolution. La bourgeoisie russe ne prétendit à aucun moment à la direction des évènements. Ses velléités libérales sombrèrent dès les premières concessions du régime en octobre, effrayée qu'elle avait été par la combativité du prolétariat. L'allant de la classe ouvrière russe, son inventivité politique avec la création des soviets, montraient sa capacité à prendre la tête d'une révolution démocratique. Elle avait commencé à unifier

autour d'elle les classes opprimées, la petite bourgeoisie des villes qui rêvait de libertés démocratiques et l'immense masse de paysans affamés de terres.

La révolution permit que se définissent plus clairement les partis politiques. Le Parti social-démocrate avait créé un lien profond et vivant avec la classe ouvrière. Ses fractions s'opposèrent de plus en plus sur les objectifs de la révolution. Une partie des mencheviks allait critiquer l'insurrection de décembre à Moscou. En plus de souligner son impréparation, pour eux « *il ne fallait pas prendre les armes* » car le passage par un pouvoir démocratique aux mains de la bourgeoisie leur paraissait incontournable.

Les bolcheviks tirèrent des conclusions inverses des évènements de 1905. Pour eux, seul le prolétariat allié à la paysannerie pourrait prendre la tête d'une révolution démocratique. Le soviet s'était imposé comme l'organe de direction des masses, unifiant la classe ouvrière et obligeant les partis révolutionnaires à respecter ses décisions. Issu de la lutte elle-même, avec un rôle croissant dans la vie sociale, le conseil était devenu l'embryon d'un pouvoir différent. La coexistence avec l'ancien régime n'était pas possible. En octobre, le pas en arrière du pouvoir, avec le Manifeste, n'avait été qu'une concession tactique aux libéraux. La détermination des autorités d'en finir avec la révolution était restée constante. Le soviet devait donc se préparer à l'affrontement, gagner à lui par sa cohésion et sa capacité d'action les autres couches opprimées. L'insurrection de décembre prouvait la nécessité de préparer la prise du pouvoir. Son échec n'avait pas été dû à un problème technique. Le tsar avait eu à disposition une force supérieure, avec son armée de paysans. Vouloir prédire d'avance l'issue de l'affrontement n'avait pas de sens, le rapport de forces ne se dessinant qu'à travers les évènements. Croire qu'il aurait été possible de l'éviter était une illusion. Comme si le prolétariat, mis en branle, pouvait être arrêté du jour au lendemain.

Chapitre IV

L'évolution du régime

Le retour du tsarisme

Une répression systématique

Par la suite, le tsar revint sur l'ensemble des concessions du Manifeste d'octobre. Les arrestations furent massives – 50 000 personnes furent internées entre décembre 1905 et mi-avril 1906. Les tribunaux militaires prononcèrent des centaines de condamnations à mort, en plus des exécutions sommaires pratiquées en grand nombre. En matière de censure, 150 journaux et maisons d'édition furent fermés au premier trimestre 1906. Le droit de réunion fut supprimé, ainsi que le droit de grève pour les fonctionnaires et dans les « *entreprises essentielles à la vie économique* ». Le nouveau ministre de l'Intérieur, Stolypine, remarqué par son zèle à réprimer les mouvements paysans, se trouva bientôt à la tête du gouvernement. Il se fixa pour objectif « *de prendre la révolution à la gorge, pour achever de l'écraser, si Dieu me prête vie* ». Il n'allait pas vivre très longtemps, abattu par un socialiste-révolutionnaire, mais suffisamment pour sévir. À l'été 1906, étaient instaurées des cours martiales de campagne. Leurs condamnations à la peine capitale étaient exécutées immédiatement, Nicolas II ayant ordonné qu'aucun recours en grâce ne lui soit présenté. La répression redoublait :

plus de 1 000 condamnations à mort en huit mois, l'interdiction de 260 journaux, des clubs, des réunions publiques. Le pouvoir se livrait à la terreur.

Un art consommé de la comédie électorale

Le tsar avait maintenu les élections à la Douma, prévues pour avril 1906. Il fit concocter par ses services un mode de scrutin qui semblait donner toutes les garanties pour obtenir une Chambre des plus serviles. Le suffrage censitaire et à degrés restreignit le droit de vote à 25 millions de propriétaires, en excluant une grande partie des ouvriers qui, pour voter, devaient avoir au moins six mois de résidence et de travail dans une usine de plus de cinquante salariés. L'élection par curie (catégorie sociale) se fit selon des règles iniques : un grand électeur pour 2 000 propriétaires fonciers, 30 000 paysans ou encore 90 000 ouvriers.

Pourtant, les électeurs montrèrent leur rejet de la terreur menée par le régime. Le parti le plus réactionnaire, l'Union du peuple russe, chantre du tsarisme, de l'orthodoxie et du nationalisme, n'eut aucun élu, et les partisans du Manifeste d'octobre 1905 (les « octobristes ») seulement quelques représentants. Du côté des révolutionnaires, le boycott l'avait emporté, soit, pour les bolcheviks, parce qu'ils attendaient une remontée des luttes, soit pour dénoncer cette Assemblée croupion, pour les socialistes-révolutionnaires (S-R). Les mencheviks, très critiques, obtinrent dix-huit députés. Les grands vainqueurs étaient les cadets. Ils étaient apparus momentanément comme des opposants sincères, incarnant aux yeux des électeurs la volonté de liberté, de terre et d'autonomie des minorités nationales. Dans son discours inaugural à la Douma le 27 avril, le tsar affirmait vouloir « *maintenir inébranlables les institutions octroyées par moi* ». Après dix semaines d'existence, la timide résistance affichée par le président de l'Assemblée et

l'opposition à une loi agraire suffirent au monarque pour décider sa dissolution.

La deuxième Douma ne fit pas long feu. Inaugurée le 20 février 1907, elle se composait pour les deux tiers d'opposants au régime. La décision du tsar de punir les dirigeants des cadets en leur interdisant de se représenter en cas de poursuite devant les tribunaux, ainsi que le choix des sociaux-démocrates de participer aux élections, pour s'en servir de tribune, permirent aux socialistes d'obtenir 103 élus. L'Assemblée s'opposa au gouvernement, refusant de condamner les attentats des socialistes-révolutionnaires, critiquant les exactions de la police et rejetant les lois agraires préparées par Stolypine. Elle fut dissoute au bout de trois mois et demi.

Pour la troisième Douma, le tsar avait pris encore plus de précautions. La loi électorale, qui comprenait l'élévation du cens, la réduction de la représentation des paysans et des minorités nationales, fut dénoncée à juste titre comme scélérate. Elle assura au tsar entre 1907 et 1915 une « Douma des seigneurs ».

Avec cette Assemblée sans pouvoir, la Russie pouvait paraître condamnée à l'absolutisme à perpétuité. En fait, le régime mettait fin à la tentative de greffe d'un régime parlementaire. Le pouvoir, réduit à s'exercer par la terreur, sans ressort ni compétence, s'enfonçait lui-même dans une impasse.

Le capitalisme continue à tracer son chemin

La concentration financière

La croissance de la population et l'exode rural se poursuivaient à un rythme soutenu, Moscou et Saint-Pétersbourg atteignant les deux millions d'habitants. Le réseau de transports continuait de s'étendre (70 000 kilomètres de chemin de fer en 1913, construction d'un oléoduc entre Bakou et Batoum dans le Caucase). Un

système financier moderne se mettait en place, les douze plus grandes banques d'affaires rassemblant plus de 80 % des liquidités. Des liens étroits unissaient les banquiers et les industriels, comme Poutilov, le président de la Banque russo-asiatique, présent dans les conseils d'administration de cinquante sociétés. Les capitaux étrangers dominaient les secteurs des mines, de la métallurgie, de l'électricité et de la chimie. Le pouvoir était toujours plus sensible à la pression des marchés boursiers occidentaux, en particulier à cause du montant croissant de la dette (9 milliards de roubles-or en 1914).

La concentration industrielle

De véritables cartels se mettaient en place, comme Krovlia, qui mit la main sur le charbon de l'Oural. La condition des trois millions d'ouvriers se dégradait, les salaires ne suivant plus les prix. Les rares lois sur le travail, comme celle sur la journée de dix heures, n'étaient pas respectées. Alors que les liens du prolétariat industriel avec la campagne s'amenuisaient, la bourgeoisie russe se sentait pousser des ailes, dans une situation où s'alliaient l'effondrement de la combativité ouvrière et les aspirations du tsar à développer l'industrie.

Le capitalisme dans l'agriculture

Les grandes exploitations se mécanisaient et développaient l'usage d'engrais. Production de coton en Sibérie méridionale, élevage, la Russie devint le premier exportateur mondial de céréales. Mais cet essor ne réglait en rien la question sociale. Le gouvernement Stolypine tenta une réforme agraire par en haut. Sans toucher à la grande propriété, la loi abolit la redistribution périodique des terres au sein de la communauté paysanne et donna la possibilité aux paysans d'en sortir, en récupérant des lopins rassemblés. Sur

environ 15 % des terres naquirent deux millions et demi d'exploitations. Le régime incitait à partir en Sibérie et en Asie centrale, promettant de mettre de vastes espaces à disposition des colons. Le pouvoir tentait de se donner une stabilité, en créant une couche de paysans propriétaires. Mais le processus, bien tardif, profita aux paysans déjà enrichis. Il ne répondait en rien à la misère générale où les paysans croupissaient à côté d'immenses propriétés intouchables.

Le balancier de la révolution : le reflux

Des questions nouvelles

1905 et ses lendemains réorientèrent les perspectives des révolutionnaires. Les objectifs restaient les mêmes : le renversement de la monarchie bureaucratique, la mise en place d'un système démocratique et la redistribution des terres. Mais une multitude d'options restaient possibles. Les révolutions avaient pris par le passé des formes diverses en Angleterre, en France ou aux États-Unis. Une nouvelle forme était apparue en Russie avec l'irruption de la démocratie des soviets. De plus, la force motrice des évènements n'était pas venue des rangs de la bourgeoisie. Cette dernière s'était renforcée et se satisfaisait d'un pouvoir autoritaire. L'intelligentsia, elle, semblait se contenter d'une opposition de pure forme au sein des institutions dérisoires du Parlement tsariste. Les assemblées ouvrières des villes, apparues au cœur des évènements, s'imposaient comme les plus à même d'être les fers de lance d'une future révolution sociale.

Le reflux (1906-1911)

Autant la montée du mouvement s'était imposée comme une évidence (2,8 millions de grévistes en 1905 contre 25 000 en 1904),

autant sa retombée fut mesurée avec un temps de retard par le courant révolutionnaire. Les années 1906-1907 virent le maintien d'une forte mobilisation (un million de grévistes en 1906) avant l'effondrement qui dura jusqu'en 1911. Dans les campagnes, les mises à sac de propriétés augmentèrent et les attentats des socialistes-révolutionnaires se multiplièrent (1 231 personnes tuées en 1907, d'après la police). Même si les ouvriers ne se sentaient plus capables de descendre dans la rue, ils votèrent pour les plus radicaux aux élections à la Douma, les sociaux-démocrates.

La répression s'abattait d'autant plus facilement que les militants étaient sortis de la clandestinité à l'automne 1905. La police se déchaînait. D'après le rapport au Reichstag du député socialiste allemand Karl Liebknecht, les tribunaux russes condamnèrent 37 735 personnes pour délits politiques entre 1906 et 1910 : 5 735 condamnés à mort (3 741 exécutés), 8 640 au bagne, et les autres à différentes formes de déportation. La période de la troisième Douma avait été particulièrement sombre. Les organisations ouvrières furent écrasées, leur presse supprimée. Dans les rangs des partis, la désertion se généralisait. Nombre d'intellectuels qui avaient rejoint le courant révolutionnaire abandonnaient la politique. On assista à une véritable épidémie de suicides. Les adhérents de la période de montée s'en allaient et le doute s'emparait des déportés. Cette démoralisation touchait aussi les travailleurs, avec le retour des pratiques religieuses et de l'abrutissement dans l'alcool. Les organisations clandestines perdirent les soutiens indispensables à leur survie. En 1909, les typographes de la social-démocratie étaient arrêtés et ses archives saisies. Nadejda Kroupskaïa, militante de la première heure, secrétaire de l'*Iskra* à l'étranger et compagne de Lénine, constatait : « *Il n'y a plus de gens chez nous, ils sont tous en prison ou en déportation.* » Avec la baisse du recrutement, les

infiltrations par des agents secrets de la police étaient facilitées, comme celle de Koukouchkine, parvenu à la tête de l'organisation de Moscou qui cessa d'exister en 1910. Malgré tout, la fraction bolchevique conserva suffisamment de liens avec des travailleurs dans le pays pour publier, de l'étranger, de nombreuses correspondances d'entreprise dans sa presse.

Survivre politiquement

Les finances du Parti social-démocrate étaient à sec. Dès la fin de l'année 1905, après la publication du Manifeste constitutionnel, l'argent de la bourgeoisie libérale et des intellectuels radicaux disparut. Les lock-out et le chômage des militants réduisaient les cotisations. Pour faire face aux dépenses croissantes, ne serait-ce qu'en frais de papier et d'impression, les bolcheviks avaient décidé la saisie de fonds par des groupes spécialisés. Initiative de la base, encadrée bientôt par des militants, son objectif était aussi d'apprendre l'organisation militaire et le maniement des armes. Mais avec le reflux, le parti préféra dissoudre ces groupes, de crainte qu'ils ne sombrent dans le banditisme.

La révolution avait rendu plus nettes les divergences entre les fractions social-démocrates. Mais la grève d'octobre avait créé un élan unitaire au sein des nouvelles générations militantes. Le congrès d'unification du parti, en avril 1906 à Stockholm, se déroula dans un contexte différent. L'insurrection avait été brisée et critiquée ensuite par des mencheviks. La répression sévissait, même si l'espoir d'une nouvelle remontée dominait les rangs des bolcheviks. Les divergences se précisaient. Sur la question des terres, les mencheviks préféraient parler de municipalisation, tandis que les bolcheviks se prononcèrent pour leur nationalisation. Lénine soulignait les conséquences possibles d'un partage généralisé des terres. Comment se comporteraient ces paysans propriétaires ? Seule une

révolution en Occident pourrait faire avancer le socialisme en Russie. La formule des bolcheviks de la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » plaidait en faveur d'une alliance et laissait ouverte la question des rapports de forces entre les classes alliées dans la future révolution.

L'effondrement des luttes dans les années suivantes (50 000 grévistes en 1910) ravivait les questions posées dans la période précédente. Les trahisons, les arrestations, y compris des députés sociaux-démocrates de la Douma en juin 1907, la clandestinité, l'exil, rendaient les débats plus âpres. Les mencheviks maintenaient que la classe ouvrière n'était pas prête pour le pouvoir et qu'il fallait laisser l'initiative à la bourgeoisie. Certains prônèrent la suppression de toute action illégale au profit d'activités culturelles au sein des masses. Lénine combattit avec succès contre ces renoncements. Les bolcheviks redevinrent majoritaires dès le congrès suivant, en mai 1907. Lénine menait aussi un combat dans ses propres rangs pour construire une organisation solide, susceptible d'être utile dans une révolution : contre ceux qui étaient prêts à trop de concessions pour conserver l'unité avec les mencheviks (les « conciliateurs ») ou au contraire contre des ultras qui refusaient même la participation aux élections (les « otzovistes ») et étaient tentés par le terrorisme. Avec l'effondrement des mouvements ouvrier et révolutionnaire, les remises en cause du marxisme au sein même de la social-démocratie furent parfois profondes. Le débat se déroulait y compris sur le terrain philosophique *(Matérialisme et empiriocriticisme* de Lénine en 1909). De l'extérieur, ces discussions faisaient penser à des subtilités scolastiques. En réalité, ces débats affinaient les idées des militants, renforçaient leur organisation, les préparant au rôle que les évènements révolutionnaires allaient les amener à tenir en 1917.

Le retour du balancier (1912-1914)

La montée des contestations

Après trois années de dépression, la fermeture de nombreuses entreprises et une misère profonde, la reprise économique provoqua un retour de la contestation. En 1910, l'agitation autour des funérailles de Léon Tolstoï fut suivie par la grève générale des étudiants de Moscou. 1911 était ponctué de troubles agraires après des récoltes catastrophiques. Les protestations montaient du côté des nationalités opprimées : boycott des écoles russes, rejet des colons dans le Caucase.

Tous ces mouvements annonçaient un retour de la combativité ouvrière. En 1911, le nombre de grévistes doubla, pour atteindre les 100 000. Le véritable changement s'opéra au printemps 1912, avec la grève des mines d'or de la vallée de la Léna. Les ouvriers réclamaient l'abolition des amendes, la hausse des salaires et la journée de huit heures. Les tirs des soldats sur les manifestants désarmés firent 270 morts, provoquant un choc immense. Comparables aux réactions au lendemain du Dimanche rouge de 1905, les grèves de protestation s'étendirent à tout le pays : 1 140 le 1er mai 1912, mobilisant 400 000 grévistes. Le mécontentement se répandait à la campagne et même au sein de l'armée. Les mots d'ordre des manifestations rappelaient la fin de 1905 : la république, la confiscation des grandes propriétés, les huit heures. En septembre, des grèves tumultueuses eurent lieu en Pologne, faisant monter le total des grévistes pour l'année à 700 000. La poussée allait continuer jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale. Entre juillet 1913 et juillet 1914, on compta 1,7 million de grévistes.

Des changements au sein de la social-démocratie

Malgré les difficultés, une conférence des bolcheviks s'ouvrit le 5 janvier 1912 à Prague. Leur centre, installé à Cracovie, près de la frontière russe, mais hors d'atteinte de la police du tsar, avait envoyé des émissaires en Russie en direction des petits groupes clandestins, pour qu'ils adaptent leur politique au retour des luttes ouvrières. Ils proposaient à ces noyaux illégaux de construire de larges sociétés ouvrières, se fixant comme programme la mise en place d'une démocratie ouvrière et d'entraîner les paysans pour mettre fin aux grandes propriétés.

Les divisions apparues dès 1903 aboutirent à l'existence séparée du Parti bolchevik. Son influence n'allait cesser de croître dans les villes jusqu'à la guerre. Le mécontentement de la population ouvrait de nouvelles possibilités d'expression légale. Les bolcheviks relançaient en 1912 un quotidien, la *Pravda*, publié à Saint-Pétersbourg, interdit huit fois jusqu'à sa disparition à l'été 1914. Malgré un tirage limité, jamais plus de 40 000 exemplaires, elle permit de transmettre les acquis politiques et organisationnels des anciens aux nouvelles générations. Les bolcheviks l'emportèrent aux élections de la Douma de septembre 1912 dans toutes les curies ouvrières des grandes régions industrielles. Leurs députés soutenaient les grèves et les popularisaient, faisant aussi circuler de la littérature illégale. Les mencheviks, malgré la radicalisation de leurs discours, voyaient leur influence décliner dans les rangs ouvriers.

Les partis étaient largement infiltrés par des agents de la police secrète. Malinovski, un jeune militant ouvrier dynamique, membre du Comité central et député à la Douma, transmettait directement au directeur de la police les discours que lui préparait Lénine. Mais le mode de fonctionnement du Parti bolchevik, qui exerçait un contrôle strict sur ses élus, faisait de lui un orateur qui contribua,

malgré lui, à diffuser largement les idées révolutionnaires au sein du prolétariat. La police tsariste utilisait aussi les rumeurs et les luttes de fractions pour créer une atmosphère de suspicion au sein des groupes révolutionnaires afin de dissoudre les liens de confiance, encore plus indispensables pendant les périodes de clandestinité.

La question nationale

Pour les sociaux-démocrates russes comme pour de nombreux militants de la Seconde Internationale, la question était cruciale. Militer au sein de la « prison des peuples » n'exigeait pas seulement de la solidarité vis-à-vis des minorités opprimées, mais une lutte opiniâtre contre le poison du nationalisme, le chauvinisme grand-russe que le pouvoir distillait au sein de la population pour lui donner un sentiment de supériorité par rapport aux minorités. Contre l'oppression nationale et pour tenir compte des sentiments qu'elle suscitait, la social-démocratie russe défendait le droit pour les minorités de se séparer jusqu'à avoir un État indépendant. En même temps elle fit tout pour unifier les travailleurs, quelle que soit leur origine, en les rassemblant dans des organisations communes. Héritage de l'histoire, les problèmes nationaux gardaient toute leur force. Le droit à l'autodétermination pouvait devenir une énorme épine dans le pied de toutes les puissances coloniales si l'aspiration à ce droit, défendu par le prolétariat révolutionnaire, se répandait au sein des peuples opprimés. Pour les bolcheviks, favorables à la suppression des frontières, la reconstruction de la Russie après la révolution devrait prendre en compte le souhait des peuples et offrir des solutions souples allant de l'autonomie à la possibilité de se séparer.

Chapitre V

La Russie en guerre

La Russie entra dans la Première Guerre mondiale avec pour objectifs le contrôle des détroits de la mer Noire, la conquête de la Galicie (une partie de la Pologne) et de toute l'Arménie. La mobilisation des ressources du pays allait provoquer la désorganisation économique, la montée des contestations, et aboutir à la chute du régime.

Les illusions du début de la guerre

L'armée russe, invincible pour les tenants de l'autocratie, se retrouva rapidement en difficulté. La tentative de modernisation, avec la mise en place du service militaire, avait introduit en son sein toutes les contradictions de la société : des soldats analphabètes sortis des campagnes confrontés à la guerre moderne, des officiers cumulant la paresse et la suffisance des vieilles classes dirigeantes, des détournements sans fin par une bureaucratie avide et corrompue. Dès les premiers jours du conflit, les capacités dérisoires de transport et de production d'armes rendirent l'armée dépendante des fournitures des Alliés.

Au début, l'opinion n'était pas hostile au conflit, ressentant une certaine solidarité vis-à-vis des Serbes opposés à l'Empire austro-hongrois. En l'absence des députés sociaux-démocrates, la Douma vota les crédits de guerre, sur fond de manifestations

antigermaniques. Le nom de Saint-Pétersbourg fut russifié en Petrograd, et l'Église présenta la guerre comme une croisade de la Sainte Russie. Flairant les opportunités financières, la bourgeoisie offrit son aide au régime. L'entrée en guerre mit un coup d'arrêt à la contestation montante et aux grèves. Les usines furent mises sous contrôle militaire, laissant aux travailleurs l'alternative entre la réquisition et l'envoi au front. Dans les campagnes, la mobilisation emporta la moitié des hommes jeunes.

Une position originale dans le concert européen

L'entrée en guerre détruisit toute possibilité immédiate d'agir. De l'anarchiste Kropotkine au menchevik Plekhanov, la majorité des militants russes rallia l'Union sacrée. La question de la guerre se posait à l'ensemble de la Seconde Internationale. Les directions de ses sections nationales franchirent alors presque toutes une étape définitive au service des classes dirigeantes. Les partis sociaux-démocrates votèrent les crédits militaires et allèrent jusqu'à entrer dans des gouvernements menant la guerre. Cette position était dénoncée comme une véritable trahison par les bolcheviks (et par des minorités en France, en Allemagne, etc.). Les horreurs de la guerre finirent par provoquer des soulèvements révolutionnaires et par donner raison à ceux qui s'étaient opposés, dès le début, à ces reniements du combat et des idéaux socialistes.

Dans ses écrits, Lénine détaillait ses arguments contre les partisans de la défense nationale. Depuis la Révolution française jusqu'à la guerre franco-prussienne de 1870, les socialistes avaient considéré l'unité nationale, revendiquée dans des pays européens divisés, comme un progrès, même dans le cadre du capitalisme. Mais dès la fin du XIX^e^ siècle le caractère réactionnaire des États nationaux s'était affirmé. Des capacités productives à la dimension du monde avaient engendré l'impérialisme, ce qui s'était traduit notamment

par la formation d'empires coloniaux. L'enjeu de la guerre ne pouvait être qu'un repartage du monde entre ces maîtres actuels, un recul monstrueux pour l'humanité. Les arguments pour le soutien à la guerre, du type « défense de la démocratie », de la « culture », voire de « la paix », devenaient des prétextes pour les visées militaires et les buts de pillage de chaque bourgeoisie. À la prétendue nécessité d'un effort de guerre contre l'Allemagne qui aurait attaqué la première, Lénine répondait : « *Est-il étonnant que deux brigands aient attaqué avant que les trois autres aient pu recevoir de nouveaux couteaux ?* » Il conseillait de bien garder à l'esprit à quelle classe profitait le conflit. Entre les brigands en guerre, les socialistes n'avaient pas à choisir. Certains sociaux-démocrates étaient ébranlés par l'idée qu'une défaite de la Russie pourrait aggraver le sort de la population. Lénine leur répondait que les socialistes devaient sans attendre commencer la lutte contre la guerre dans leur propre pays. Revendiquer la paix ne pouvait suffire dans le cadre du système capitaliste où elle ne serait qu'une pause entre deux conflits. La paix réelle ne pourrait venir que de la révolution.

Le Parti bolchevik paya cette prise de position par l'interdiction de ses journaux, l'arrestation de ses cinq députés le 4 novembre 1914, et la prison ou le front pour ses militants. Mais il y gagna un crédit immense, et pas seulement en Russie, qui allait s'exprimer lors du retournement de l'opinion.

Les débuts de la débâcle

Au printemps 1915, le commandement russe dut ordonner la retraite. Polivanov, ministre de la Guerre, se voulut rassurant au Conseil des ministres du 4 août 1915 : « *Confiant dans l'immensité de notre territoire, comptant sur nos boues impraticables, je m'en rapporte aussi aux bonnes grâces de saint Nicolas, patron de la Sainte Russie.* » Incapables de rivaliser avec la technique militaire allemande,

l'état-major comptait sur le nombre. 15 millions d'hommes furent envoyés au front. 5,5 millions d'entre eux connaitraient l'emprisonnement, les blessures et 2,5 millions y laisseraient leur vie.

La dégradation de la situation

La désorganisation économique

Au départ des hommes et de deux millions de chevaux pour le front, en pleine période de moisson, s'ajoutèrent l'occupation des terres à l'Ouest et les réquisitions de l'armée qui provoquèrent l'effondrement des récoltes.

Toute l'économie fut orientée de force vers la guerre. L'armée absorbait la moitié des produits industriels et les trois quarts du textile. Mais la production ne couvrait pas le dixième des besoins en fusils et en cartouches. Les approvisionnements par les alliés furent rapidement désorganisés. Sur les voies de chemin de fer, les convois militaires prenaient la place des trains de marchandises et les produits alimentaires commencèrent à manquer, au front comme dans les villes. Pour faire face aux dépenses de guerre, le pouvoir empruntait massivement. La dette fut multipliée par trois entre janvier 1914 et janvier 1917. Il fit aussi marcher la planche à billets, provoquant une inflation catastrophique, aggravée par les spéculations des négociants. Ayant déjà triplé, les prix bondirent encore à la fin de 1916, sur fond de pénurie générale.

Le régime en difficulté

À l'été 1915, les premiers signes d'un changement d'état d'esprit apparaissaient. Les gens perdaient confiance dans le gouvernement, le jugeant inapte à mener la guerre. La bourgeoisie réclamait d'être associée à sa conduite et créa en juin un Comité central des industries de guerre. Les députés voulaient « *un ministère possédant la confiance du*

pays », cadets et octobristes formant alors un « bloc progressiste ». Le tsar balaya ces critiques et décida de prendre la tête de l'armée. En revanche, l'inquiétude pointait lorsqu'à la fin de l'année des grèves contre la vie chère éclatèrent dans le textile à Moscou.

Dans les rangs des soldats, on prenait la mesure du désordre entretenu par les officiers : marches inutiles, repas insuffisants, chaussures inutilisables. Dans l'infanterie, surtout composée de paysans, la décomposition de l'armée fut la plus rapide. À la perte de foi en la victoire succédaient la résistance aux punitions, en particulier aux châtiments corporels, et bientôt la montée d'un désir de paix, quelle qu'elle soit. Comme l'écrivait Trotsky, « *os et préjugés séculaires étaient broyés par les barbelés, les gaz asphyxiants et la bassesse des autorités militaires* ».

Le malaise s'accentua en 1916 avec la montée des troubles chez les nouvelles recrues, en mai dans le Midi et à Kronstadt. La bourgeoisie russe s'enrichissait considérablement des commandes de guerre, des spéculations boursières et des dépenses de la cour. D'après la demoiselle d'honneur de la tsarine Vyroubova, « *on n'acheta jamais autant de diamants que pendant l'hiver 1915-1916* ». Mais la défaite et les risques d'une déstabilisation faisaient monter les craintes des privilégiés. Le principal dirigeant des cadets, Milioukov, sonna l'alerte : « *Nous marchons sur un volcan.* » Devant la répétition des grèves, à l'automne 1916, les libéraux entreprirent une démarche en faveur d'une paix séparée avec l'Allemagne.

Le tsar conservait la plus grande sérénité. Dans son journal intime, alors qu'il avait pris la tête d'une armée au bord de la déroute, il écrivit : « *Me suis promené, ai tué deux corbeaux, fait du canotage.* » Il semblait totalement incapable de gouverner un immense empire en perdition. La tsarine, qui partageait sa foi inébranlable dans l'autocratie, exerçait une influence grandissante. À l'image

d'un régime finissant, elle était sous l'emprise de divers mages et devins, dont Raspoutine fut le plus célèbre. Ancien voleur de chevaux, faux dévot se partageant entre ivrognerie et débauche, il était utilisé par une coterie de la cour pour influencer les nominations et les attributions de commandes à partir de 1913, avant de finir par se faire assassiner par des aristocrates de haut rang. Obsédé par l'ordre, le tsar était prêt à accepter n'importe quel gouvernement, à condition qu'il soit composé de partisans de l'autocratie se préparant à écraser la révolte montante. Mais la Russie n'était plus celle de 1905, et même les forces de répression doutaient désormais de la pérennité du régime.

Les forces souterraines se rassemblent

Au début de la guerre, les révolutionnaires en étaient réduits à de rares cercles clandestins, isolés des masses. À l'image de ce qu'avaient réalisé les communards en 1871, les bolcheviks avaient pour objectif de « *transformer la guerre impérialiste en guerre civile* ». En dehors d'eux, seuls quelques militants restaient sur des positions internationalistes, se prononçant pour la paix : Tchernov pour les socialistes-révolutionnaires, ou encore Martov pour les mencheviks. Ils participèrent aux quelques réunions internationales du courant socialiste en Suisse, en terrain militairement neutre : après la conférence de Zimmerwald en septembre 1915, celle de Kienthal en avril 1916 se prononça pour un armistice immédiat et une paix sans annexions ni indemnités.

La mobilisation avait profondément renouvelé les rangs des ouvriers (de l'ordre de 40 % à Petrograd, en particulier des femmes et des enfants), noyant les militants révolutionnaires dans l'anonymat. Avec la montée du mécontentement, ils retrouvèrent un milieu réceptif à leurs idées. L'évolution de l'opinion ouvrière se manifesta d'abord par de la suspicion, l'idée d'une trahison dans l'entourage

du tsar. Elle se traduisit bientôt par des actions contre l'insuffisance du ravitaillement, en particulier par des femmes, parfois accompagnées d'enfants ou de personnes âgées, plus hardies que les ouvriers mobilisés dans les usines. Les grèves reprirent à l'été 1915, en raison de l'aggravation des conditions de travail et pour faire face à la hausse des prix : il y en eut 1 400 en 1916. Elles étaient accompagnées de meetings en commémoration du Dimanche rouge, ou pour réclamer des droits politiques, comme à Petrograd en décembre où 200 000 travailleurs cessèrent le travail. L'envoi au front des ouvriers grévistes accentua l'agitation au sein de l'armée, où se multiplièrent les mutineries et les fraternisations. Les désertions devenaient massives, touchant un million de soldats au cours de l'année 1916.

Vers la chute du régime

La fin de l'année 1916 vit le mécontentement franchir un nouveau palier. Dans les grandes villes, les queues devant les boulangeries tournaient au pillage. Les grèves prenaient une ampleur rappelant 1905. Les meetings pour dénoncer la vie chère, la guerre et le gouvernement, désigné comme responsable de la situation, devinrent quasi permanents au cours des deux premières semaines de février. L'armée se délitait, les soldats abandonnant le front par blocs entiers et des officiers arrachant de leurs uniformes les insignes tsaristes. Jusqu'à la dernière heure, le tsar resta aveugle. Le 27 février 1917, alors que le régime était déjà tombé, il balaya d'une boutade le télégramme du président de la Douma lui annonçant sa chute : « *C'est encore ce gros Rodzianko qui m'écrit toutes sortes de balivernes auxquelles je ne répondrai même pas.* »

Conclusion

C'était pourtant bien la fin, en Russie, de plusieurs siècles d'autocratie. Au-delà de l'aveuglement ultime du tsar, sa chute était le fruit de la première conflagration mondiale. La guerre avait fait culminer et converger tous les mécontentements contre ce régime dépassé.

La révolution en Russie avait été engendrée par l'évolution de toute la société européenne. Le refus du régime tsariste d'abolir les inégalités foncières résultait de son attachement fondamental à la défense des intérêts des nobles, une classe condamnée par l'histoire. La volonté du régime de jouer un rôle dans le concert européen l'avait contraint, pour renforcer ses capacités militaires, à faire entrer en Russie les germes de sa propre destruction. L'argent avait dissous les liens patriarcaux de la communauté agraire, les machines avaient rassemblé dans les villes une classe ouvrière jeune et sans attaches. Les idées progressistes, nées en Occident, firent leur chemin, conduisant à l'apparition de générations de révolutionnaires. Au courage et à la détermination de leurs prédécesseurs, ils allièrent les expériences politiques et organisationnelles du mouvement ouvrier européen. Leur détermination sut les adapter et en faire des armes efficaces pour contribuer à renverser la dictature.

La chute du régime était nécessaire à l'entrée de la Russie dans le XX^e^ siècle. Mais elle ne fut pas une fin en soi. Elle fut suivie d'une période brève et intense de démocratie révolutionnaire, confrontée à toutes les difficultés léguées par l'ancien régime. Une voie nouvelle allait s'ouvrir à la révolution, lui donnant un rôle d'éclaireur sur des chemins encore inconnus, ceux du pouvoir des soviets et de la construction d'un courant communiste à l'échelle du monde.

Chronologie

1812 : Guerre entre la France napoléonienne et la Russie tsariste
1825 : Révolte des décembristes
1853 : Début de la guerre de Crimée
1861 : Abolition du servage
1863 : Révolte en Pologne
1864 : Réforme judiciaire, création des *zemstvos*
1873 : Marche au peuple de la jeunesse
1874 : Réforme de l'armée
1879 : Création de l'organisation terroriste La Volonté du peuple
1881 : Attentat réussi contre le tsar Alexandre II
1891-1903 : construction du transsibérien
1892 : Witte ministre des Finances
1894 : Mort d'Alexandre III, Nicolas II devient tsar
1897 : Mise en place de l'étalon-or pour le rouble
1898 : Premier congrès du POSDR
1903 : Scission entre les bolcheviks et les mencheviks
1905 : Début de la révolution en janvier avec le Dimanche rouge ; grève générale en octobre et Manifeste du tsar ; insurrection en décembre
1906 : Première Douma
1911 : Assassinat de Stolypine
1912 : Le Parti bolchevik devient indépendant
1914 : La Russie entre en guerre
1917 : Chute du tsarisme

Bibliographie

Ouvrages généraux

Berelowitch (Wladimir), *Le Grand siècle russe*, Découvertes Gallimard, Paris, 2005

Coquin (François-Xavier) *1905, la Révolution russe manquée*, Éditions Complexe, Bruxelles, 1985

Dreyfus (François-Georges) *Une histoire de Russie*, Éditions de Fallois, Paris, 2006

Laran (Michel) et Van Regemorter (Jean-Louis), *Russie-URSS*, Masson, Paris, 1986

Malia (Martin), *L'Occident et l'énigme russe*, Seuil, Paris, 2003

Riazanovski (Vladimir), *Histoire de la Russie*, Laffont, Bouquins, Paris, 1999

Romans, ouvrages politiques et témoignages

Axionov (Vassili), *L'Amour de l'électricité*, Les Éditeurs français réunis, Paris, 1975

Dostoïevski (Fiodor), *Souvenirs de la Maison des morts*, Folio, Paris, 1977

Figner (Vera), *Mémoire d'une révolutionnaire*, Denoël, Paris, 1973

Gladkov (Fiodor) *Jours de tourmente*, Les Éditeurs français réunis, 1958

Gogol (Nicolas), *Les Âmes mortes*, Folio, Paris, 1973. *Le Revizor*. Garnier-Flammarion, Paris, 1989

Gontcharov (Ivan), *Oblomov*, L'Âge d'homme, Paris, 1988

Gorki (Maxime) *La Mère*, Le Temps des Cerises, Paris, 2001

Herzen (Alexandre) *Passé et Méditations*, L'Âge d'homme, Paris, 1974

Kroupskaïa (Nadejda), *Ma vie avec Lénine*, Payot, Paris, 1933

Lénine, *Que faire ?* Éditions sociales, Paris, 1971

Malamud (Bernard), *L'Homme de Kiev*, Livre de Poche, Paris, 1976

Mendel (Hersch), *Mémoires d'un révolutionnaire juif*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, 1982

Plekhanov (Gueorgui), *Nos différends*, Éditions du progrès, Moscou

Saltykov-Chtchédrine (Mikhaïl), *Les Golovlev*, Éditions Sillage, Paris, 2007

Tchékhov (Anton), *La Cerisaie*. Babel, Paris, 1996

Tchernychevski (Nicolaï), *Que faire ?* Radouga, Moscou, 1987

Tolstoï (Léon) *Hadji Mourad*. Librio, Paris, 1995. *Guerre et paix*,

Anna Karénine. Folio, Paris, 2009. *Résurrection*, Folio, Paris, 1994

Tourgueniev (Ivan) *Récits d'un chasseur*, Folio, Paris, 2006. *Pères et fils*, Folio, Paris, 2008

Trotsky (Léon), *La Jeunesse de Lénine*, Les Bons Caractères, Paris, 2004. *1905*, Éditions de minuit, Paris, 1969

Table des matières

Introduction 3

Première partie : de la Russie des origines au tsar Alexandre III, un développement original 5

I. Le poids de l'héritage 7

II. La Russie dans la première moitié du XIXe siècle 18

II. La fausse libération des serfs, symbole des contradictions du régime 33

IV. L'opposition révolutionnaire 40

Deuxième partie : décollage économique et nouvelles perspectives (1881-1903) 49

I. Le renforcement de l'autocratie 50

II. Le développement économique 54

III. Les difficultés du monde rural 61

IV. La formation d'une classe ouvrière 64

V. Le réveil de l'intelligentsia 67

Troisième partie : un régime en crise dès les premières années du XXe siècle 73

I. La naissance des partis politiques 74

II. Vers la révolution de 1905 79

III. La révolution en Russie 84

IV. L'évolution du régime 105

V. La Russie en guerre 116

Conclusion 123

Chronologie 124

Bibliographie 125

Dans la même collection

1 - Proche-Orient 1914-2010, les origines du conflit israélo-palestinien

2 - La Première Guerre mondiale, dix millions de morts pour un repartage du monde

3 - Histoire de la mondialisation capitaliste, tome I, 1492-1914

4 - Italie 1919-1920, les deux années rouges

5 - Histoire de la mondialisation capitaliste, tome II, 1914-2010